

ASIE

Chine

La conférence nationale sur l'agriculture insiste sur l'accroissement des terres productives

De notre correspondant

Pékin. — Alors que la conférence nationale sur l'agriculture, ouverte le 10 décembre à Pékin, poursuit ses travaux, Chine nouvelle a publié vendredi 24 décembre un compte rendu du rapport présenté le 20 devant ces assemblées par un des vice-premiers ministres, M. Chen Yung-Kuei. Ancien premier secrétaire du parti de la brigade-pilote de Tachai et authentique paysan, M. Chen Yung-Kuei est un personnage moins politique que symbolique au sein de la direction, où il personnifie une sorte de modèle offert à la paysannerie du pays.

D'après Chine nouvelle, une partie importante de son rapport a été consacrée à la dénonciation de la « bande des quatre », et particulièrement de Mme Chiang Ching, pour son action de « sabotage » de la précédente conférence nationale sur l'agriculture (réunies à l'automne 1975) et du mouvement qu'elle aurait dû lancer. Une nouvelle fois est mis en relief le conflit personnel qui opposa la veuve de Mao à M. Hua Kuofeng, et qui fait apparaître ce dernier comme le champion de la lutte contre « les quatre fléaux » aujourd'hui condamnés.

M. Chen Yung-Kuei a repris, dans son exposé, les principaux thèmes déjà développés le 15 octobre 1975 par M. Hua dans son rapport final à la précédente conférence, particulièrement en ce qui concerne la conquête de terres nouvelles et la mécanisation des cultures. Les objectifs ne sont pas modifiés par rapport à l'an dernier, mais ils sont précisés : la surface totale des terres assurées des récoltes régulières devra atteindre d'ici à 1980 « la moyenne d'un quintième d'hectare par tête d'habitant des zones rurales ». Un autre élément nouveau est l'annonce que chaque province ou région autonome doit préparer dès maintenant « un programme de développement de l'agriculture pour la période s'étendant en 1985 ».

Un éditorial de 1971 sur la mécanisation

L'urgence de ce travail est soulignée par des constatations sans complaisance sur la situation présente. Évoquant non seulement le « sabotage de la bande des quatre », mais aussi les influences néfastes de Liu Shao-Chi et Lin Biao, M. Chen Yung-Kuei a déclaré : « Nous devons nous rendre compte du fait que le rythme du développement agricole est tombé très en dessous de ce qui est nécessaire pour la construction

et la révolution socialiste dans le pays. » Dénonçant la « tendance au capitalisme » qui se manifesta dans les campagnes chinoises, le vice-premier ministre a mis l'accent sur la nécessité d'une « rectification du style de travail » des organisations du parti.

Jusqu'ici, le *Quotidien du peuple* avait publié un éditorial consacré à la mécanisation agricole datant, selon l'agence du parti, de 1971, mais dont la « bande des quatre » avait réussi à empêcher la parution. Ce texte contenait notamment quelques considérations théoriques sur « le rapport dialectique existant entre relations de production et forces productives ». Ce dernier terme évoque le souvenir de chaudes discussions qui occupèrent une bonne partie de l'année, et à l'occasion desquelles fut dénoncée la « révisionnisme » de M. Teng Hsiao-ping. On n'en est plus là aujourd'hui. Le *Drapeau rouge*, dans son numéro de décembre, explique sans ambiguïté que « le développement des forces sociales productives » est la condition indispensable d'une « élévation progressive du niveau de socialisation du système de propriété collective ».

Indépendamment de cette manière rétrospective de signaler une évolution de doctrine, la publication d'un tel document soulève quelques questions historiques. C'est éditorial, explique le *Quotidien du peuple*, avait été rédigé à l'issue d'une conférence nationale qui s'était tenue sous la présidence de M. Hua Kuofeng. Or on croyait savoir que ce dernier avait occupé le poste de premier secrétaire du parti pour le Hunan jusqu'à la fin de l'année 1971, et ne s'était installé à Pékin pour y prendre des fonctions à l'échelle nationale qu'après la disparition de Lin Biao, le 13 septembre de la même année.

Très étrange, d'autre part, est l'affirmation selon laquelle les « quatre » ont pu censurer pendant plus de cinq ans un texte aujourd'hui présenté comme essentiel, et dans lequel le président défunt est abondamment cité pour démontrer que la mécanisation agricole est la condition d'une véritable alliance entre paysans et ouvriers, « base de la dictature du prolétariat ».

On comprend mal que Mao lui-même, alors en possession de tous ses moyens, n'ait pu imposer la publication d'un tel document s'il lui accordait réellement l'importance qu'on veut aujourd'hui lui donner.

ALAIN JACOB.

Japon

Le nouveau gouvernement reflète les rapports de force entre les factions du P.L.D.

De notre correspondant

Tokyo. — La composition du gouvernement de M. Fukuda a été rendue publique le vendredi 24 décembre, quelques heures après l'élection du nouveau premier ministre par la Diète.

Bien que M. Fukuda ait à plusieurs reprises déclaré que son cabinet ne serait pas dominé par les « clans » du parti libéral démocrate, son choix reflète très exactement les rapports de forces au sein du P.L.D. Trois membres du cabinet viennent de sa propre faction, quatre de la faction de M. Ohira, secrétaire général du parti gouvernemental ; trois du « clan » Tanaka, et trois de celui de M. Nakasone. La faction de M. Miki, ancien premier ministre, a obtenu deux portefeuilles.

Le nouveau cabinet semble orienté franchement à droite. Il comprend pour la première fois deux membres de la *Seikantai* (« Association des temples de printemps »), seul groupe au sein du P.L.D. qui s'affirme ouvertement d'extrême droite.

M. Fukuda a néanmoins offert des portefeuilles importants à des éléments jeunes : M. Hatoyama, ministre des affaires étrangères, et M. Kishi (membre influent de la faction Miki), ministre de l'éducation. Le portefeuille des finances revient à M. Hideo Bo (de la faction Fukuda), personnalité peu connue et qui n'a apparemment pas une grande

expérience des affaires économiques. Sa nomination témoigne surtout de l'intention de M. Fukuda de conserver la haute main sur la politique économique. Cette tendance est confirmée par la nomination de M. Tatsu Tanaka (membre de la faction du premier ministre) au poste de ministre du commerce international et de l'industrie. Enfin, la justice (portefeuille particulièrement important, puisque l'enquête sur l'affaire Lockheed est loin d'être terminée) revient à M. Hajime Fukuda, l'un des adversaires les plus acharnés de M. Miki.

Pour l'élection du nouveau premier ministre, l'opposition n'était pas parvenue à s'étendre sur un candidat commun à opposer à M. Fukuda, et chaque parti avait présenté, comme il le fait habituellement, son président.

D'autre part, les députés ont élu M. Mori (membre du parti libéral démocrate) au poste de président de la chambre basse, la vice-présidence revenant à M. Yafuku, socialiste.

M. Fukuda entend placer son gouvernement sous le signe de l'« harmonie et de la coopération ». Il a affirmé son intention de consulter régulièrement et « sans discrimination » les mesures de restriction des impor-

Disposant d'une majorité faible (et, par conséquent, n'étant pas à même de contrôler les seize commissions de la Diète), le gouvernement Fukuda sera, par la force des choses, amené à chercher des appuis dans l'opposition. C'est très vraisemblablement le parti social-démocrate qui jouera le rôle de force d'appui dans les débats importants.

On ne s'attend guère à des changements importants dans l'orientation de la politique japonaise dans ces deux domaines. M. Fukuda est un homme prudent. Préoccupé par les problèmes de la politique intérieure, et notamment par la préparation des élections à la Chambre haute, en juillet 1977, le nouveau gouvernement ne prendra vraisemblablement pas d'initiatives retentissantes en matière de relations internationales. En ce qui concerne les rapports du Japon avec les pays industrialisés, M. Fukuda a déjà fait savoir qu'il souhaitait la tenue prochaine à Tokyo d'un « sommet » réunissant les représentants des États-Unis, du Japon et de l'Europe occidentale pour échanger des vues sur les conséquences de la nouvelle augmentation du prix de pétrole et les mesures de restriction des impor-

tations que la C.E.E. voudrait imposer au Japon. M. Fukuda entend rencontrer M. Carter.

Le groupe des « faucons » au sein du P.L.D. partisan d'une politique de défense alignée sur celle des États-Unis, a perdu quelques-uns de ses membres les plus importants à la suite des élections, mais il n'en reste pas moins influent.

Dans le cas d'un retrait des troupes terrestres américaines stationnées en Corée du Sud, il est probable que le gouvernement Fukuda se mettra d'accord avec Washington pour que le Japon prenne une part plus active dans la défense du régime de Séoul. Mais le nouveau premier ministre sera, sur cette question, en butte à de vives attaques de la part de la gauche. Les trois principaux partis d'opposition (socialiste, communiste et koméito) vont envoyer aux États-Unis des missions d'information pour étudier les dossiers de l'affaire des sous-marins. Les députés communistes et les parlementaires américains. Cette affaire pourrait avoir des répercussions au Japon, et certains membres de l'opposition disent qu'un scandale plus important encore que celui de Lockheed pourrait menacer le nouveau gouvernement.

PHILIPPE PONS.

LA COMPOSITION DU CABINET

Voici la composition du nouveau gouvernement japonais, annoncée vendredi 24 décembre par M. Fukuda, premier ministre.

Affaires étrangères : M. Ichiro Hatoyama ; intérieur : M. Heiji Ogawa ; finances : M. Hideo Bo ; santé et sécurité sociale : M. Michio Watanabe ; travail : M. Ei-ichiro Ishida ; justice : M. Hajime Fukuda ; commerce international et industrie : M. Tatsu Tanaka ; construction : M. Shiro Hasegawa ; postes et télécommunications : M. Jushiro Komiyama ; transports : M. Wajime Tamura ; agriculture et forêts : M. Zenko Suzuki ; éducation : M. Toshiaki Kishi.

Directeur général de l'agence de gestion administrative : M. Eiichi Nishimura ; directeur général de l'agence des sciences et de la technologie : M. Soku Tsunoda ; directeur général de l'agence internationale de planification : M. Tadashi Kuranari ; directeur général de l'agence nationale du sol : M. Ichiro Tanaka ; directeur général de l'environnement : M. Shin-ichi Ishihara ; directeur général des affaires administratives auprès du premier ministre : M. Masaki Miyazaki ; directeur général de l'agence de défense : M. Asao Mihara.

M. Ichiro Hatoyama (affaires étrangères) L'« argentier » du P.L.D.

Révélation du nouveau cabinet, M. Ichiro Hatoyama en est, à cinquante-huit ans, l'un des éléments les plus jeunes. Fils d'Ichiro Hatoyama, fondateur du parti libéral dans l'immédiat après-guerre, et premier ministre en 1954, le nouveau ministre des affaires étrangères est le père de M. Kunio Hatoyama, qui a été élu, le 5 décembre, député indépendant.

M. Hatoyama est relativement jeune, dans la gérontocratie japonaise, pour assumer des fonctions aussi importantes que celles de ministre des affaires étrangères. Sa nomination est, en soi, exceptionnelle, car il n'a exercé que deux mandats parlementaires, alors qu'il est de tradition au Japon d'avoir une longue expérience politique avant d'accéder aux postes de décision. Il a été élu sénateur aux élections de 1974.

Ancien officier dans la marine impériale, M. Hatoyama est entré après la guerre au minis-

tère des finances, où il assumait, il y a quelques années, les fonctions de vice-ministre. Il était jusqu'à présent président de la commission des finances du parti libéral démocrate.

Lié par son mariage aux milieux d'affaires, qui lui témoignent une certaine confiance, M. Hatoyama, en qualité d'« argentier » du P.L.D., a été, ces derniers mois, très mêlé aux *Zaibai* (littéralement « le monde des possédants »).

Le nouveau ministre des affaires étrangères n'est officiellement membre d'aucun « clan » du P.L.D. On le dit néanmoins très proche de M. Fukuda, dont il partage les vues sur beaucoup de points. Au cours de sa première conférence de presse en tant que ministre, M. Hatoyama a déclaré que le Japon devait, à l'avenir, jouer un rôle plus important sur la scène internationale, notamment dans le domaine économique. — Ph. P.

M. HIDEO BO (finances)

Agé de soixante-deux ans, M. Bo, membre de la faction Fukuda, est un fidèle du premier ministre depuis le début des années 1950. Journaliste devenu homme politique, il a obtenu dix mandats parlementaires à la Chambre basse. Connu pour son intrépidité et volontiers cassant, il fut ministre de la santé dans le cabinet Sato (1964-1972), puis remplit les fonctions de président de la commission d'études fiscales du P.L.D. Dès sa nomination, M. Bo a déclaré qu'il lui semblait difficile de décider rapidement une diminution importante des impôts, il a néanmoins réaffirmé la volonté du gouvernement de prendre des mesures pour stimuler l'économie.

M. TATSUO TANAKA (commerce international)

Agé de soixante-six ans, M. Tatsu Tanaka est le fils du général Giichi Tanaka, qui fut premier ministre dans les années 20. Membre de la faction de M. Fukuda, il entra dans la vie politique après la guerre, qu'il fit dans l'administration des chemins de fer de Mandchourie. Gouverneur de la préfecture de Yamaguchi, puis député en 1953, il remplit actuellement son neuvième mandat parlementaire. Il fut notamment chef du cabinet de l'ancien premier ministre Sato, puis directeur adjoint de l'agence de planification. Il porte un grand intérêt au secteur des petites et moyennes entreprises, et a déclaré, dès la formation du cabinet, qu'il entendait leur apporter un soutien financier et prendre des mesures tendant à stimuler l'activité économique.

M. HAJIME FUKUDA (justice)

Agé de soixante-quatorze ans, M. Hajime Fukuda fut journaliste avant de devenir homme politique. Ministre du commerce et de l'industrie dans le cabinet Ikeda (1960-1964), il fut ensuite ministre de l'Intérieur dans les cabinets Tanaka et Miki. Membre d'une faction mineure du P.L.D. (la faction Fukuda), il a affirmé son intention de poursuivre l'enquête sur l'affaire Lockheed.

Inde

LA ROUPPE EST DÉVALUÉE DE 3,3 %

Le gouvernement indien a décidé le 24 décembre, de dévaluer la roupie de 3,3 %. Le nouveau cours a été fixé à 15,29 roupies pour 1 livre sterling contre 14,75 précédemment. Cette dévaluation est la première depuis que la devise indienne a quitté la zone sterling en septembre 1975 et que sa valeur a été fixée par rapport à une « corbeille » de devises étrangères.

Cette faible dévaluation (des essentiellement au raffermissement des dernières semaines, de la livre sterling sur les marchés des changes) n'aura que peu d'incidence sur la balance commerciale de 1976 qui sera excédentaire en 1976 pour la première fois depuis plusieurs années. — (Reuters).

● Mlle GIRIJA HUIGOL, ancienne collaboratrice de M. Georges Fernandes, le dirigeant du parti socialiste indien, dont le procès pour complot contre l'État s'est poursuivi à New-Delhi, a déclaré, jeudi 23 décembre, au cours d'une audience, que la police l'avait soumise à un chantage et avait torturé son frère, arrêté en mars. — (Reuters).

AMÉRIQUES

La Commission internationale des juristes publie un rapport accablant sur les régimes militaires du sud du continent

Genève (A.F.P., Reuters). — La commission internationale des juristes, dont le siège est à Genève, publie, dans le numéro de décembre de sa revue, un rapport accablant sur les régimes militaires sud-américains à l'exception de l'équateur, non cité, et du Pérou, relativement épargné.

Ces régimes sont accusés par la revue de la commission internationale des juristes de violer les valeurs de la civilisation occidentale qu'ils assurent défendre. « Dans tous ces pays, des mesures juridiques et institutionnelles ont entraîné la destruction de la démocratie et des droits de l'homme », écrit l'auteur du rapport. L'armée ne cesse d'accroître son influence sur les gouvernements, en prenant progressivement le contrôle des organes de décision de l'État. « Ce sont le Brésil, le Chili, et l'Uruguay qui sont allés le plus loin dans l'institutionnalisation du nouvel ordre ».

Le rapport accuse encore ces régimes de se livrer à une « répression féroce » contre leurs adversaires, de violer les droits les plus élémentaires de la personne humaine et de faire de la torture et des mauvais traitements des pratiques une pratique généralisée et quotidienne. Cette répression est destinée à maintenir « le système économique capitaliste dans sa forme la plus pure, pratiquement celle du dix-neuvième siècle ».

Ces régimes ne peuvent être assimilés au fascisme. Leur idéologie n'est pas fondée sur le corporatisme ou le racisme. « C'est un nouveau phénomène social dont les origines et les motivations sont, au sens le plus littéral, contre-révolutionnaires. » La répression de « toute activité

politique démocratique, qu'elle soit libérale, conservatrice ou socialiste, devient une valeur en elle-même à l'égal de la discipline dans les forces armées. L'autre valeur fondamentale est le patriotisme, identifié à la loyauté envers le régime militaire imposé ».

D'après la C.I.J., les traits caractéristiques de cette « nouvelle forme d'État et de société » sont les suivants :

- Conviction que la démocratie traditionnelle est dépassée et « impuissante à régler les problèmes contemporains ».
- Insistance sur la « lutte contre le communisme », dont la conséquence est la tentative de formation « d'un bloc idéologique, politique et militaire de tous les pays de la région ».
- Souci de fonder le développement économique sur un modèle « extrêmement libéral ». Il s'agit, en particulier, de donner des facilités aux investisseurs étrangers, de protéger l'entreprise privée et de restituer au secteur privé certaines activités jusque-là assurées par le secteur privé.

Enfin, répression généralisée et contrôle de la presse, du système éducatif et des activités politiques, syndicales et même religieuses.

La C.I.J. évoque, en particulier, le cas du Paraguay, qui connaît un régime de type militaire depuis 1954, et qui vit, depuis lors, en état de siège permanent, avec de brèves interruptions jamais supérieures à trois mois. Les autres pays examinés — outre le Chili, l'Uruguay et le Brésil — sont la Bolivie, l'Argentine et le Pérou.

La commission estime que les dirigeants du Pérou — malgré un net virage à droite depuis quel-

que temps — « continuent d'œuvrer en faveur de profonds changements économiques ». « La machine de répression y est bien moins sévère. La peine de mort y a, cependant, été rétablie pour certains crimes, et ce au mépris de la Constitution ». En Argentine, en Bolivie, au Brésil et au Chili.

● Plusieurs pays d'Amérique latine ont procédé, à l'occasion des fêtes de Noël, à la libération de détenus politiques et de droit commun. Le général Pinochet, au Chili, a autorisé par décret, vendredi 24 décembre, tous les prisonniers condamnés à des peines de prison inférieures à cinq cent quarante jours. Six cents détenus politiques ont été libérés par le gouvernement argentin, apprend-on vendredi à Rosario (ville située à 360 kilomètres au nord-ouest de Buenos-Aires). Le gouvernement de l'Équateur a accordé vendredi une amnistie générale pour tous les prisonniers politiques et vingt-cinq d'entre eux ont été libérés immédiatement. Enfin, le gouvernement d'Haïti a fait libérer vendredi quatre-vingt-quatre prisonniers politiques. — (A.F.P.)

Argentine

● SEIZE PERSONNES appartenant au mouvement des Montoneros (péroneux de gauche), parmi lesquelles M. Miguel Zabala Rodriguez, ancien député, ont été libérés au cours d'un affrontement avec les forces de l'ordre, a annoncé vendredi 24 décembre le commandement de l'armée argentine. — (A.F.P.)

Les Français disparus ou détenus en Amérique latine

La CIMADE, organisation économique d'entraide, et la section française d'Amnesty international saisissent l'occasion pour rappeler l'existence d'un certain nombre de Français soit détenus pour des raisons politiques ou soit portés « disparus » après avoir été enlevés.

C'est en Argentine que la situation est la plus grave. Selon la CIMADE, de vingt à vingt-cinq personnes ayant la double nationalité française et argentine, sont détenues en raison de l'état de siège. Le ministère des affaires étrangères estime, quant à lui, que seulement une dizaine de personnes sont dans ce cas. Deux ou trois personnes, toujours selon le cas d'Orsay, sont portées « disparus » après avoir été enlevés.

Parmi les personnes citées par la CIMADE figurent Mlle Monrice Jaeger, enlevée en juin 1975, et Yves Domergue, âgé de vingt-deux ans, disparu vers le 21 septembre dernier aux environs de Rosario, et qui serait, selon des sources non confirmées, détenu dans une caserne de cette ville. M. Michel Lhandé, âgé de vingt et un ans, qui possède la double nationalité, a disparu depuis le 26 juin dernier. Les informations de la CIMADE, il serait détenu à Magdalena par la marine argentine et aurait été torturé.

Plusieurs organisations humanitaires d'Amérique latine, notamment au Pérou, nous avaient signalé la disparition de M. Robert-Henri Boudet, survenue le 24 octobre dernier en Argentine. Ces sources prétendent que M. Boudet enseignait à l'Alliance française, M. Marc Bissacapa, secrétaire général de cette organisation, déclare qu'il n'y a pas trace, dans les regi-

tres de l'Alliance en Argentine, d'une personne répondant à ce nom.

Au Chili, M. René Chanfreau, arrêté le 31 juillet 1974, est considéré comme « probablement détenu », et en outre la liste de quatre-vingt-trois Français détenus ou disparus, publiée en novembre dernier par M. Jacques Murete en annexe au rapport fait, au nom de la commission des finances, sur le budget des affaires étrangères. Amnesty international signale aussi le cas de M. Edouard-Made Feste, âgé de quarante-deux ans, un ancien ecclésiastique, qui aurait pu être tué pendant sa détention au Chili, après le coup d'État du 11 septembre 1973. La même organisation attire l'attention sur les cas de M. Charo Salazar Martini, qui serait détenu à Concepcion (Paraguay), mais, qui, selon le ministère des affaires étrangères, a été libéré, et de Mme Michelle Pena Hernandez, âgée de vingt-sept ans, arrêtée le 29 juin 1975 au Chili, et dont on est sans nouvelles.

En Uruguay, enfin, deux Français sont emprisonnés après avoir été condamnés pour « atteinte à la Constitution ». Il s'agit d'une part, de M. Charles Serrata-Delpech, âgé de vingt-six ans, arrêté en juillet 1972, torturé à plusieurs reprises, et actuellement détenu à la prison Libertad de Montevideo. L'autre personne, emprisonnée en Uruguay, et qui, à la différence de M. Serrata-Delpech, n'a pas la double nationalité française et uruguayenne, est M. Franck Oswald, âgé de vingt-quatre ans. Il a également été condamné pour « atteinte à la Constitution » ; il est actuellement détenu à la prison Libertad de San-José.

Pologne

PERQUISITION

DES MEMBRES

COMITE DE DEFENSE

DES OUVRIERS

كتاب النحل

POLITIQUE

UN NUMÉRO DE LA REVUE «BRÈCHE»

Quand les hommes politiques s'interrogent sur le bonheur

La revue *Brèche* consacre son dernier numéro trimestriel (hiver 1976) au bonheur. Fondée par l'abbé Jean-François Six, prêtre de la Mission de France, et M. Bernard Montanier, membre du Grand-Orient de France, cette publication se veut « structure de dialogue et de communication ». Son lancement a entraîné l'ouverture d'une procédure contre M. Montanier dans le cadre de la justice maçonnique, procédure qui n'est pas parvenue à son terme. Dans ce numéro, la revue a notamment la parole à Mme Hélène Missoffe, députée R.P.R., et MM. Lucien Séve, membre du conseil central du P.C.F., Michel Rocard, membre du secrétariat du P.S., Bernard Stasi, vice-président du Centre des démocrates sociaux.

En juin dernier le P.C.F. et M. Michel Rocard s'étaient « croisés » sur le problème du bonheur. Le bureau politique du parti communiste avait même demandé des excuses à Mme Missoffe, dans une déclaration politique, le dirigeant socialiste avait expliqué qu'à son avis il n'appartient pas aux formations

politiques de vouloir faire le bonheur des hommes. Les communistes avaient vu dans ces propos une réponse à l'appel qu'ils ont lancé en direction des chrétiens. Dans *Brèche*, M. Lucien Séve se demande si on peut « parler politiquement du bonheur ». Il explique : « Si mon bonheur n'est pas pure illusion, je suis toujours heureux de quelque chose : d'un moment de bien-être, d'un lien, d'une relation enrichissante avec le monde et avec les autres : il s'agit donc d'objectifs concrets et objectifs sociaux. En ce sens il y a à la fois, face à des politiques du bonheur, des politiques du bonheur des hommes. (...) Le bonheur des hommes, c'est la France que proposent les communistes est la réponse fondamentale à la question du bonheur. »

Il souligne, en effet, que le socialisme n'est pas seulement l'appropriation collective des grands moyens de production et d'échange, mais aussi « la démocratie authentiquement populaire à laquelle nous sommes attachés ». M. Stasi et Rocard se retrouvent pour constater l'apparition, dans le corps social, de nouvelles revendications. « Si l'on veut dire que le bonheur est une idée neuve (le bonheur est-il d'ailleurs une idée ?), il semble cependant qu'aujourd'hui la force qui pousse l'homme à le chercher ait pris une dimension nouvelle », note par exemple, le vice-président du C.D.S., alors que le dirigeant socialiste souligne : « Le développement d'une conscience collective, avec les besoins matériels, d'autres besoins non moins vitaux, mais qui affectent l'individu dans les rapports que l'individu entretient avec l'organisation sociale, comme le besoin d'épanouissement, de création, qui nous appartenent en propre, de responsabilité dans la réalisation. Et ces besoins nous doivent être respectés. »

A Nice

UN CONSEILLER MUNICIPAL M. JACQUES BOUNIN, DONNE SA DÉMISSION

En mars 1971 sur la liste de M. Jacques Médacin, maire de Nice, secrétaire d'État au tourisme, M. Jacques Bounin, conseiller municipal, a annoncé sa démission, au cours d'une séance publique de l'assemblée municipale. Ancien député des Alpes-Maritimes, ancien commissaire de la République à Montpellier, M. Bounin, qui affirme être en désaccord avec la politique menée par le conseil municipal depuis mars 1974, a reproché, jeudi soir, à la municipalité de ne pas avoir veillé à l'application d'une convention de la part d'un groupe municipaliste anglais pour la réalisation d'immeubles sur le terrain de « La Charité » situé au centre de Nice.

Dans sa réponse, M. Médacin, après avoir rappelé les choix faits par le conseil municipal, a souligné que M. Bounin venait d'annoncer son intention de participer à la création d'une liste d'opposition pour les prochaines élections municipales. « Lutte ouvrière et la Ligue communiste révolutionnaire ont poursuivi les pourparlers avec les deux formations trotskistes, avaient entamé (le Monde daté 12-13 décembre) pour aboutir à un accord national pour les élections municipales de mai 1977. La direction de la L.C.R., d'autre part, rencontre récemment celle de l'Organisation communiste des travailleurs. Les trotskistes et l'O.C.T. ont publié une déclaration commune dans laquelle, « conscientes que les prochaines élections municipales prendront un caractère d'affrontement politique national », elles souhaitent « que puissent s'y exprimer les travailleurs et les citoyens de la lutte qui refusent la collaboration de classe dans laquelle sont engagés les partis de l'union de la gauche », et que « les organisations révolutionnaires et ces forces n'apparaissent pas déviées à l'occasion de cette échéance. »

CORRESPONDANCE

LE P.S.U. SE PORTE BIEN estime M. Depaquit

A la suite des déclarations de la fédération de Paris du parti socialiste, rappelant notamment qu'une large majorité des adhérents du P.S.U. ont rejoint les socialistes en 1974 (le Monde du 18 décembre), M. Serge Depaquit, secrétaire fédéral du P.S.U. pour la région parisienne, nous écrit : « Nous tenons à opposer un démenti catégorique à de telles assertions et à rappeler à des faits d'ailleurs connus des militants du socialisme autogestionnaire. La perte d'effectifs au lendemain des élections n'a pas dépassé pour la région parisienne, 10 % des effectifs du P.S.U. Cette perte a d'ailleurs été plus que comblée, dans les quelques mois qui ont suivi, par l'adhésion de nouveaux militants. Chacun peut vérifier que, dans la région parisienne, le P.S.U. n'a rien perdu de sa vitalité, bien au contraire. La fête de la Courneuve, qui a passé à rassembler près de cent mille participants, en est un vivant témoignage. Sur le plan électoral, la vérification est, elle aussi, probante : l'on voit bien s'en venir à l'ensemble des faits et non en sélectionner quelques-uns. Il est vrai que l'élection partielle du 5^e arrondissement nous a été très défavorable, mais pour des raisons qui tiennent tant aux conditions particulières des élections partielles

que nous ne pouvons pas nous en plaindre. (...) La direction de la L.C.R., d'autre part, rencontre récemment celle de l'Organisation communiste des travailleurs. Les trotskistes et l'O.C.T. ont publié une déclaration commune dans laquelle, « conscientes que les prochaines élections municipales prendront un caractère d'affrontement politique national », elles souhaitent « que puissent s'y exprimer les travailleurs et les citoyens de la lutte qui refusent la collaboration de classe dans laquelle sont engagés les partis de l'union de la gauche », et que « les organisations révolutionnaires et ces forces n'apparaissent pas déviées à l'occasion de cette échéance. »

Une appréciation qui recoupe partiellement celle de M. Stasi quand celui-ci note : « Les hommes politiques qui, dans leur orgueil, ont voulu faire le bonheur des hommes ont été à l'origine des plus grandes malheurs de l'humanité. Le bonheur est avant tout, et restera toujours une affaire personnelle, une aventure individuelle. Il n'est pas sans que l'homme attende le bonheur de la bienveillance des pouvoirs publics. »

En mars 1976, le P.S.U. a présenté quatre cent douze candidats dans les trois départements de la région parisienne : 92, 93 et 94 : ceux-ci ont obtenu environ 3,7 % des suffrages exprimés. Aux législatives de 1973, la moyenne du P.S.U. avait été de 4,02 %, et, aux cantonales de la même année, elle était de 2,98 %. La comparaison avec 1976 fait donc apparaître un léger tassement sur les législatives et un progrès non négligeable sur les cantonales. Telle est la vérité des chiffres. Nous comprenons que certains souhaitent « enterrer » le P.S.U., mais nous sommes aussi en droit d'estimer que les calculs subalternes ne contribuent en rien au renforcement de la gauche et à son unité. Les forces populaires sont, certes, diverses, mais, plutôt que de s'en alarmer, ne conviendrait-il pas d'y voir une marque de leur richesse ?

DANS UNE INTERVIEW AU «POINT»

M. Olivier Guichard : les choses peuvent changer pour la majorité si nous gouvernons sérieusement

M. Olivier Guichard, ministre d'Etat, garde des sceaux, déclare dans une interview accordée à l'hebdomadaire *Le Point* (numéro daté du 27 décembre) : « La majorité, paraît-il, est malade. Et c'est vrai que les esprits battent un peu la campagne. Mais jetez un coup d'œil sur les élections : ils sont bien plus sages et bien plus froids qu'on ne le croit. En 1974, les partisans donnaient à peu près le même type de résultats, partout. En réalité, il nous manque deux à trois pour cent pour sortir de ce que j'appelle la zone « à haut risque ». C'est sérieux. Ça ne justifie pas une panique et des chahuteries. »

Le ministre d'Etat estime qu'il y a eu quatre ou cinq « élections primaires », en tout et pour tout, pour les municipales, dans la majorité. Il précise, d'autre part : « Le fait que la majorité ait été ébranlée sur le fond, mais sur le spectaculaire, renforce le clan du programme commun. Oh ! Pas de beaucoup ! 3 ou 4 % des Français, toujours hésitants, vont, par défaut, voter là où il y a le plus d'ordre apparent. Nous sommes en train de payer la note de notre vacarme collectif. A mon avis, ça va changer ; pour une raison très simple. A partir de début janvier,

jusqu'aux élections municipales, tout le monde va se retrouver dans la même tranchée, indépendamment, centriste et R.P.R., côté à côté, sur les mêmes listes. » S'agissant de la poussée enregistrée par le parti socialiste, M. Guichard déclare : « Ce qui me frappe, c'est que le parti socialiste, qui se gonfle, commence à inquiéter. Je trouve partout de bons gens, assez intelligents, qui me prennent à part et me disent : « Les socialistes ne sont pas anti-patibulaires, mais ils sont bien bizarres. » Leur alliance avec le P.C. qui est dans le mortemain et dans la défense des libertés, alors qu'il n'en croit pas un mot, ça étonne. Les Français souhaitent que le P.C. aille jusqu'au bout de son virage, ou bien qu'il cesse que c'est une comédie. Et le P.S., quoi qu'il fasse, reste collé au P.C. Depuis six ans qu'il parle haut et fort, il n'a pas encore été capable de nous offrir une définition sérieuse de l'autogestion. Le socialisme français reste une littérature confuse, contradictoire, ambiguë. Et les seuls communistes qui les Français s'en rendent compte au fur et à mesure qu'ils se déclarent prêts à voter pour Mitterrand. Bref, bien des choses peuvent changer si nous gouvernons sérieusement. »

Le P.C.F. et le stalinisme

M. KANAPA : si nous avions su, nous aurions hurlé notre indignation.

M. Jean Kanapa, membre du bureau politique du P.C.F., revient dans une interview accordée à l'hebdomadaire *Le Point* (numéro daté du 27 décembre), sur le débat qui a suivi la projection du film l'aveu lors de l'émission télévisée « Les dossiers de l'écran » (le Monde du 16 décembre).

Après avoir réaffirmé la « totale bonne foi » des communistes français qui, à l'époque des procès staliniens, étaient, selon lui, convaincus que les victimes de ces procès étaient coupables, M. Kanapa évoque les déclarations dans lesquelles Yves Montand estimait que « ceux qui étaient alors à la tête du P.C.F. ne pouvaient être que des socialistes ». M. Kanapa déclare : « Si un parti, quel qu'il soit, nous avait dit : « Tel procès est « truqué, mais il est nécessaire de condamner des innocents pour défendre le socialisme », eh bien, nous aurions littéralement hurlé notre indignation. Car le socialisme, c'est la justice, la justice, la justice. Les mêmes interprètent le vote socialiste à Paris en faveur des pouvoirs budgétaires du Parlement européen, ainsi que les prises de position d'extrême gauche de l'élection de ce Parlement, comme des signes évidents de l'esprit de discipline des socialistes français à l'égard de l'Union des partis socialistes de la C.E.E. »

« M. et Mme Valéry Giscard d'Estaing ont assisté, vendredi soir 26 décembre, à une messe célébrée à l'église de la Madeleine (Loir-et-Cher), dans les environs du château d'Amboise, où le président de la République et sa famille passent les fêtes de Noël. »

«FRANCE NOUVELLE» CRITIQUE L'UNION DES P.S. DE LA C.E.E.

Dans un article publié dans le numéro du 27 décembre de *France nouvelle*, hebdomadaire du P.C.F., Lars Nilsson, correspondant de ce périodique à Stockholm, évoque la réunion à Bruxelles de représentants de l'Union des P.S. de la C.E.E. et de représentants de la fédération des partis libéraux, d'une part, et du parti populaire européen (dont le C.D.S. est membre), d'autre part. L'hebdomadaire communiste note : « Dans les États-majors sociaux-démocrates nordiques, on se félicite ouvertement de l'état d'intégration politique atteint par les partis socialistes de la C.E.E. »

« On ne manque pas, en même temps, d'indiquer que l'absence soupçonne de partis frères tel le parti socialiste français. Comment, disent certains, ce parti, allié aux communistes sur un programme commun, peut-il se laisser entraîner à l'élaboration d'un programme commun avec Helmut Schmidt et le parti allemand ? Les mêmes interprètent le vote socialiste à Paris en faveur des pouvoirs budgétaires du Parlement européen, ainsi que les prises de position d'extrême gauche de l'élection de ce Parlement, comme des signes évidents de l'esprit de discipline des socialistes français à l'égard de l'Union des partis socialistes de la C.E.E. »

« M. et Mme Valéry Giscard d'Estaing ont assisté, vendredi soir 26 décembre, à une messe célébrée à l'église de la Madeleine (Loir-et-Cher), dans les environs du château d'Amboise, où le président de la République et sa famille passent les fêtes de Noël. »

L'ASSOCIATION DES PEUPLES DE FRANCE ET DU TIERS-MONDE COMMUNIQUE :

Dans notre communiqué publié à la fin de 1975, il est précisé que l'impérialisme américain, après sa défaite humiliante au Vietnam, persévère dans ses tentatives pour l'indépendance et l'intégrité des autres nations en 1976. Nous avons prévu que le Liban en serait la première victime. Nous regrettons que notre pronostic se soit trouvé en partie confirmé par le génocide de dizaines de milliers de victimes parmi les peuples arabes libanais et palestiniens. Le Liban comme État souverain doit aujourd'hui un fait accompli à la force armée israélienne, à l'inspiration impérialiste et sioniste, contre les peuples libanais et palestiniens du Liban. Les sionistes dirigés par le service de l'impérialisme et du sionisme, qui ont agi contre les intérêts supérieurs de la nation arabe, ont rendu sans doute bientôt compte qu'à la suite de cette action anti-nationale le divorce entre eux et leur propre peuple est déjà acquis. L'ASSOCIATION DES PEUPLES DE FRANCE ET DU TIERS-MONDE constate qu'en 1976, malgré le préface héritage de rayonnement français, laissé par le général de Gaulle, le prestige de la France, à la suite d'une politique étrangère ambiguë et stérilisante, a diminué dans le monde entier. L'ASSOCIATION DES PEUPLES DE FRANCE ET DU TIERS-MONDE estime que l'intérêt national exige une révision complète de la politique étrangère française dans la zone méditerranéenne, direct avec l'ensemble des pays méditerranéens et non alignés, et dans des deux blocs. Soit, dans la poursuite de cette voie, qui est notre vocation historique, l'indépendance nationale, le respect du monde envers la France, la neutralisation de toute hégémonie américaine-allemande, ainsi que notre statut économique et la prospérité du grand peuple de France dans l'avenir seront assurés. L'ASSOCIATION DES PEUPLES DE FRANCE ET DU TIERS-MONDE souhaite, pour 1977, le bonheur et une amitié accrue entre le peuple de France et les peuples du tiers-monde et appelle notre nation à être particulièrement vigilante dans la défense de l'indépendance nationale, dangereusement menacée par les intrigues de couloir et les ambitions de petite politique.

Etienne RAUX, Président de l'Association, 94, boulevard de Courcelles, 75017 PARIS - Tél. : 766-40-47.

DÉFENSE

EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

Discretion sur les essais nucléaires

Depuis que la France a décidé d'expérimenter ses charges nucléaires en souterrain dans les atolls de Polynésie, et notamment à Mururoa, il semble bien que tous les essais n'aient pas été systématiquement annoncés de source officielle ni détectés par des observateurs étrangers. Plusieurs indices donnent à penser que les expériences ont été plus nombreuses que les explosions officiellement reconnues après coup par le ministère de la défense.

Cette attitude rappelle celle du gouvernement français en butte à des protestations de pays riverains lorsqu'il se livrait, il y a quelques années, à des expériences aériennes dans le Pacifique. Elle trouverait sa justification dans le sonol des autorités françaises de rester discrètes sur certains essais, de façon à ne donner qu'un minimum de renseignements sur l'avancement et les objectifs du programme nucléaire en cours. C'est la raison pour laquelle la date des expériences souterraines en Polynésie n'est pas révélée avant que ces dernières n'aient eu lieu et que la réalité de l'expérimentation n'est pas toujours confirmée officiellement après chaque tir.

Ainsi, des observateurs étrangers, non prévenus préalablement, ne sont pas toujours en mesure de se rendre, à temps, en position de détecter l'essai parmi tous les enregistrements de secousses telluriques qui ont lieu en permanence dans cette région du monde. Et il est difficile en l'absence de toute authentification postérieure à l'essai par le gouvernement français, de conclure à l'existence d'une expérimentation nucléaire, surtout si elle a été de faible puissance au point de passer inaperçue parmi tous les enregistrements. C'est ce qui semble bien être le cas aujourd'hui, d'autant que les techniciens français ne cachent pas que leurs objectifs

les contraindent, à l'heure actuelle, à travailler à la mise au point de charges de faible puissance. La miniaturisation des têtes nucléaires est, en effet, l'objectif principal des essais en cours dans le but de pouvoir disposer de plusieurs charges à bord d'un même missile, comme le missile M.4 lancé d'un sous-marin stratégique et capable d'emporter jusqu'à sept têtes différentes. Ces techniques de miniaturisation et de « durcissement » des charges — c'est-à-dire leur résistance aux effets de la défense adverse — peuvent être extrapolées à partir d'essais de faible puissance, avant d'être adaptées à d'autres modèles de charges nucléaires qui deviendront opérationnelles.

Des techniciens concèdent que des essais souterrains de 10 à 30 ou 10 kilotonnes (une puissance égale à la moitié de l'énergie dégagée par l'explosion d'Hiroshima), peuvent, dans ces conditions, échapper à la détection et se confondre avec certains phénomènes sismiques naturels. Seule l'observation aérienne peut permettre de déceler les travaux préparatoires. L'expérience et renseignement, sans plus, sur l'immensité du tir souterrain. Mais cette observation aérienne ne donne aucune information sur la nature de l'essai au fond d'un puits de plusieurs centaines de mètres.

Le déséquilibre des forces aériennes s'accroît entre l'Est et l'Ouest

estime l'annuaire britannique «Jane's»

Londres (A.F.P.). — Les pays européens membres de l'O.T.A.N. n'ont pas à s'en remettre uniquement aux États-Unis pour la fourniture de leurs avions de combat, même si les pays membres du pacte de Varsovie reçoivent leur équipement de la seule Union soviétique, estime le *Jane's All the World's Aircraft 1976-1977*, publié à Londres. D'autre part, le *Jane's*, un annuaire de l'aéronautique mondiale, qui fait autorité, souligne que le déséquilibre entre les forces aériennes du monde occidental et celles de l'Est se révèle de plus en plus important. Les bombardiers supersoniques à réaction variable des États-Unis, le B-1, estime-t-il, notamment, ne trouvent leurs équivalents que dans les bombardiers subsoniques américains B-52, datant de 1955. Les États-Unis, suggère le *Jane's*, doivent prendre immédiatement trois décisions : reconnaître que le Backfire est une arme stratégique et non purement tactique ; construire un bombardier, le B-1, de la Northrop, et remplacer les appareils d'interception F-106. Selon le *Jane's*, les informations recueillies de la Mig-25 Foxbat ayant atterri au Japon en septembre dernier après la détection d'un pilote ont été interprétées d'une manière erronée. L'avion, rappelle le *Jane's*, a été conçu au début des années 60 et ce qui explique notamment que son radar soit équipé de tubes à vide ou que l'acier de sa cellule ne soit composé que de 3 % de titane. Il n'est pas étonnant que le Mig-25 ne dépasse pas la vitesse de Mach 2,8, compte tenu des quatre missiles fixés sous ses ailes.

MÉDECINE

CORRESPONDANCE

Les pratiques psychiatriques en Indre-et-Loire

Après l'article intitulé « Un collectif d'enquête dénonce les pratiques psychiatriques en Indre-et-Loire » (le Monde daté 22 novembre), M. Sizaret, chef du centre hospitalier régional de Tours du service où ont lieu les entretiens mis en cause par cet article, nous adresse une lettre où il écrit notamment : « Le « collectif d'enquête » auquel il est fait référence a retenu trois cas d'hospitalisations psychiatriques en six ans qui lui paraissent créer un problème juridique. A partir de ces trois cas, une campagne bien orchestrée mais sans intentions, nous a été faite de jeter un discrédit sur l'assistance psychiatrique publique d'un département. »

Puis qu'ils sont forcément incomplets, les arguments esquissés dans l'article prennent un caractère tendancieux. Or la vérité exige, pour exister, d'être dite intégralement, c'est-à-dire dans ses détails. Il ne peut, bien évidemment, en être question dans ces trois cas. Puisqu'il s'agit de malades, le respect du secret médical s'y oppose. »

Pour les médecins, il n'y a que des malades à propos desquels surgit une demande d'aide rapide, efficace, compréhensive, aussi humaine que possible pour eux-mêmes et pour leur famille. Si un malade a le droit de décider de sa liberté, il faut-il qu'il puisse le faire en pleine connaissance de cause, sans faire encourir de risques et sans qu'un médecin ou un directeur d'hôpital ne se trouve poursuivi, à rebours, « pour sa défectuosité d'assistance à personne en péril », comme le cas s'est déjà produit. Ni la santé publique, ni l'administration hospitalière, ni les médecins n'ont attendu l'interven-

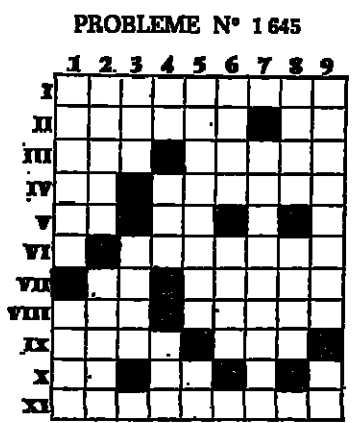
essoules

Le comge le

مكتبة الأمل

INFORMATIONS PRATIQUES

MOTS CROISÉS



PROBLEME N° 1645

HORIZONTALEMENT

1. Est bien placé pour savoir que l'argent n'a pas d'odeur. — II. Donnez de la tenue aux frânes. — Orientation. — III. Résultat d'une aphasie. — Recouvrement d'un certain corps. — IV. Abandon. — Combattre certaine nudité. — V. Fin de parodie. — VI. Meurtre au ralenti (universel). — VII. Compagnon d'un vieil écolier. — VIII. Possessif. — Se montre libéral ou vend au prix fort. — IX. Abri d'orientaux. — Font changer de couleur. — X. Rêveries à terre. — Point de repère. — XI. Préfixe. — Extrait de Chopin. — XII. S'emparent aussi bien de la mer qu'à la montagne.

VERTICALEMENT

1. Plaisirs étonnants. Figure biblique. — 2. Se refait à la sur-

face d'un calme et mouvant miroir. Le mot de la fin ! — 3. S'écrit : On le dit sérieux. — 4. Préfixe. — Vieil avenu. Dans un certain sens, pénétre en tournant. — 5. Sombres. La moitié de nuit. — 6. Bleu ou noir. Traduit une grande déception ou un manque d'enthousiasme. — 7. Te montre, ras courageux. — 8. Utiliser. Antiquaire pégrin. — 9. Articles de foi. — Ce qui peut être un rocher.

Solution du problème n° 1644

Horizontalement

1. Attention ; Sion. — II. Surin ; Ro ; Di. — III. Odin ; Ai ; Récuré. — IV. Lac ; Ma ; Béat. — V. Idées ; Bés ; D.R. — VI. Réard ; Co ; Roder. — VII. Cans ; Jode. — VIII. Dure ; Bondés ; Am. — IX. Et ; Seime ; Eplé. — X. Iles ; Isolément. — XI. Uim ; Coq ; Sévère. — XII. Si ; Heures. — XIII. Uolé ; BOR. — XIV. Nées ; Nées. — XV. Et ; Résultats.

Verticalement

1. Solitude ; Usine. — 2. Andace ; Utilité. — 3. Tricot ; Lin. — 4. Tin ; Na ; ESE ; Lés. — 5. En ; Mère ; Esches. — 6. AA ; Bi ; OE. — 7. Tri ; Comique. — 8. To ; Bécane ; Roses. — 9. Record ; Oseras. — 10. Nées ; Sables ; Vu. — 11. Cite ; Ev. — 12. Sou ; Misère ; P.T.T. — 13. Radio ; Père ; La. — 14. Ode ; Bedaine ; Vét. — 15. Nier ; Remet ; Murs.

GUY BROUTY.

Visites, conférences

LUNDI 27 DECEMBRE

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES — Calées nationales des monuments historiques. — 14 h. 30. Musée du palais de justice. Mme Allaz : « Le palais de la Cité et la Conciergerie ». — 15 h. grille des Invalides, côté Seine. Mme Oswald : « Les merveilleuses maquettes de la France au XVIII^e siècle ». — 15 h. devant la basilique de Philippe : « La basilique de Saint-Denis et les tombeaux des rois de France ». — 15 h. entrée, boulevard du Palais. Mme Vermeersch : « La Sainte-Chapelle ». — 16 h. place de la Résistance : « Visite publique des églises de Paris » (part pour tous). — 15 h. Musée des arts décoratifs. Rue de Rivoli. Mme Colette Lehmann : « Cinquante ans de l'exposition de 1925 ». — 15 h. 2. rue de Sévigné : « Les plus beaux hôtels du Palais ». — 15 h. 30. 17, quai d'Anjou. Mme Jung : « L'hôtel Lamoignon ». — 15 h. 30. Musée des monuments français : « Monuments du Moyen Âge » (Histoire et archéologie). — 15 h. 30. Palais-Bourbon : « Les salons de l'hôtel de Lassay ». — Paris et son histoire. — 15 h. 30. Palais de la Ville. « Exposition Folia de Chavannes » (Tourisme culturel).

P. T. T.

● **Le petit livre jaune des P.T.T. réédité.** — Les usagers se sont vu offrir la brochure d'information Les P.T.T. et Vous au point d'achat de la poste. Les trois millions d'exemplaires distribués dans les bureaux de postes et dans les agences télécommunicationnelles. Deux millions de brochures supplémentaires viennent d'être retirées.

● **Pour téléphoner à l'étranger par l'automatique.** — Au moment des fêtes de Noël, les P.T.T. recommandent d'utiliser le plus possible le service automatique pour téléphoner à l'étranger et d'éviter au maximum de demander des communications avec facilités spéciales (communications « personnelles », P.C.V., etc.). Les P.T.T. précisent que quarante pays sont actuellement accessibles en automatique à l'étranger de Paris, moitié en Europe, moitié dans les autres continents. Certains pays le sont également à partir de la province.

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le samedi 25 décembre à 6 heures et le dimanche 26 décembre à 24 heures :

La France est sur la bordure sud-est d'une vaste zone anticyclonique d'origine des îles Britanniques et l'Islande et au Groenland ; elle subit l'influence de masses d'air froid venant de Scandinavie.

Dimanche 26 décembre, le temps sera froid ; des gelées, qui n'épargneront que les régions côtières, seront plus fortes dans l'Est, le Nord-Est et le Nord ; quelques giboulées de neige se produiront sur les versants nord des massifs montagneux. Il pleuvra faiblement dans le Centre et le Sud-Ouest. Les vents seront en général modérés et souffleront de nord-est à est ; ils seront parfois assez forts sur les côtes méditerranéennes.

Samedi 25 décembre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 019,5 millibars, soit 764,6 millimètres de mercure.

Températures de premier chiffre indiquées le maximum enregistré au cours de la journée du 24 décembre : le 24 au 25 : Alençon, 15 et 7 degrés ; Biarritz, 12 et 1 ; Bordeaux, 13 et 1 ; Brest, 5 et 2 ; Caen, 2 et -1 ; Clermont-Ferrand, 10 et 2 ; Dijon, 1 et -2 ; Grenoble, 6 et -4 ; Lille, 2 et -1 ; Lyon, 6 et 2 ; Marseille, 12 et 4 ; Nancy, -1 et -2 ; Nantes, 4 et 1 ; Nice, 12 et 6 ; Paris-Le Bourget, 2 et -1 ; Pau, 14 et -1 ; Perpignan, 15 et 10 ; Rennes, 3 et 1 ; Strasbourg, -1 et -1 ; Tours, 1 et 0 ; Toulouse, 13 et 8 ; Poitiers-Peire, 26 et 24.

Températures de premier chiffre indiquées le minimum enregistré au cours de la journée du 24 décembre : le 24 au 25 : Alençon, 15 et 7 degrés ; Biarritz, 12 et 1 ; Bordeaux, 13 et 1 ; Brest, 5 et 2 ; Caen, 2 et -1 ; Clermont-Ferrand, 10 et 2 ; Dijon, 1 et -2 ; Grenoble, 6 et -4 ; Lille, 2 et -1 ; Lyon, 6 et 2 ; Marseille, 12 et 4 ; Nancy, -1 et -2 ; Nantes, 4 et 1 ; Nice, 12 et 6 ; Paris-Le Bourget, 2 et -1 ; Pau, 14 et -1 ; Perpignan, 15 et 10 ; Rennes, 3 et 1 ; Strasbourg, -1 et -1 ; Tours, 1 et 0 ; Toulouse, 13 et 8 ; Poitiers-Peire, 26 et 24.

Les vents seront en général modérés et souffleront de nord-est à est ; ils seront parfois assez forts sur les côtes méditerranéennes.

Samedi 25 décembre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 019,5 millibars, soit 764,6 millimètres de mercure.

Températures de premier chiffre indiquées le maximum enregistré au cours de la journée du 24 décembre : le 24 au 25 : Alençon, 15 et 7 degrés ; Biarritz, 12 et 1 ; Bordeaux, 13 et 1 ; Brest, 5 et 2 ; Caen, 2 et -1 ; Clermont-Ferrand, 10 et 2 ; Dijon, 1 et -2 ; Grenoble, 6 et -4 ; Lille, 2 et -1 ; Lyon, 6 et 2 ; Marseille, 12 et 4 ; Nancy, -1 et -2 ; Nantes, 4 et 1 ; Nice, 12 et 6 ; Paris-Le Bourget, 2 et -1 ; Pau, 14 et -1 ; Perpignan, 15 et 10 ; Rennes, 3 et 1 ; Strasbourg, -1 et -1 ; Tours, 1 et 0 ; Toulouse, 13 et 8 ; Poitiers-Peire, 26 et 24.

OFFICE MULTICONFESSONNEL POUR LES VICTIMES DE L'ACCIDENT DE LYON

Les obsèques des victimes de l'accident de Lyon ont été célébrées le 24 décembre à Valenciennes. De nombreuses personnalités, dont MM. Pierre Douail, préfet de région, et Francisque Colomb, sénateur et maire de la ville, assistaient en saut d'autre part, que le député avait été vu à de nombreuses reprises auparavant dans le quartier et y était connu de plusieurs habitants de la rue. Mais on ignore cependant le mobile de ce meurtre.

Selon M. Pierre Ottaviani, chef de la brigade criminelle, on ne peut encore retenir « aucune hypothèse ». Les enquêteurs se montrent sceptiques sur le fait

Avis de concours

● **P.M.I.** — Des concours sur titres pour un poste de médecin à temps complet du service départemental de la protection maternelle et infantile sont ouverts dans les départements suivants :

— **Aude** : direction départementale de l'action sanitaire et sociale 14, rue du 4-Septembre 11012 Carcassonne ;

— **Hérault** : direction départementale de l'action sanitaire et sociale 35, avenue d'Alsace 34000 Montpellier Cedex ;

— **Vendée** : direction départementale de l'action sanitaire et sociale 196, boulevard Briand 85300 La Roche-sur-Yon.

FAITS DIVERS

DEUX CATASTROPHES

En mer Rouge

● **Deux bateaux** ramenant en Égypte des pèlerins de La Mecque ont pris feu à deux jours d'intervalle, dans la mer Rouge. Le mercredi 22 décembre, un navire de 18 000 tonnes, le Mecca, ayant à bord trois cent vingt personnes, a pris feu à 33 kilomètres du port de Jeddah. Tous les occupants ont pu être recueillis par d'autres bâtiments. Deux jours plus tard, un autre bateau, de 22 000 tonnes, le Patra, avec à bord quatre cent quatre-vingt personnes, a été ravagé par un incendie cinq heures après avoir quitté Jeddah. On compte vingt-cinq disparus. (U.P.I., Reuters.)

En Thaïlande

● **Accident aérien à Bangkok** : plus de cinquante morts. — Un Boeing-707 de la compagnie Bangkok Airways, qui venait de Bombay, s'est écrasé sur une falaise, proche de la piste. Les cinquante et une personnes qui se trouvaient à bord — quarante-deux passagers et neuf membres d'équipage — ont péri dans la catastrophe. Il y avait eu en outre une trentaine de morts et de blessés parmi le personnel de l'usine. La catastrophe serait due au brouillard ; le pilote n'avait rien signalé d'anormal à la tour de contrôle. (A.F.P.)

SUICIDE D'UN COUPLE PRÈS DE VALENCIENNES

Un jeune couple, M. Yves Fievet, âgé de trente ans, domicilié à Erres (Nord) et sa compagne, Martine Malbranque, âgée de vingt-trois ans, habitant Bonchastin (Nord), s'est donné la mort, vendredi 24 décembre, en s'élanciant sur la voie ferrée avant le passage d'un train de marchandises entre Raimons et Beuvrages, près de Valenciennes (Nord). Le conducteur de la locomotive a vu les deux jeunes gens échanger un baiser avant de passer sous les roues du convoi. Ils avaient passé leur dernière nuit dans un hôtel de Valenciennes où la jeune femme avait abandonné ses deux enfants.

JUSTICE

Peine de prison avec sursis pour exportation frauduleuse d'œuvres d'art.

Le tribunal de Besançon a condamné, mercredi 23 décembre, M. Christophe de Coqueray, à deux mois d'emprisonnement avec sursis et au paiement d'une amende de 2,5 millions de francs au profit des douanes, pour exportation frauduleuse d'œuvres d'art en Suisse. Ne trouvant aucun acquiescement en France, M. de Coqueray avait passé en Suisse deux cartons de tapisseries du quinzième siècle attribuées à Giulio Pippi de Guercio, dit Jules le Romain, élève de Raphaël, pour tenter de les négocier. (Le Monde du 2 décembre).

FAITS ET JUGEMENTS

La commission des droits de l'homme et les arrêts de rigueur.

La commission européenne des droits de l'homme a déclaré partiellement recevable le 11 décembre 1976 la requête introduite contre le gouvernement suisse par un soldat, M. Herbert Egger, âgé de vingt ans. Accomplissant une période de service militaire dans une école de recrues, il avait été puni le 6 novembre 1975 d'une peine disciplinaire de cinq jours d'arrêt de rigueur après un refus d'obéissance. Cette peine, confirmée par les autorités militaires, fut subie en janvier 1976 au local d'arrêt militaire de la maison d'arrêt de Bâle. La commission européenne des droits de l'homme, tout en déclarant irrecevable la requête manifeste du fondement à divers griefs relatifs aux conditions d'entretien de la détention, a estimé que ceux relatifs à la détention et à l'exécution d'un contrôle de légalité de celle-ci nécessitent un examen au fond.

Après l'attaque à main armée commise, jeudi 23 décembre (Le Monde du 25 décembre), contre un super-marché de Châteauneuf-Thierry (Aisne) et au cours de laquelle un inspecteur de Creil pé-

étaient, vendredi, avoir identifié les quatre auteurs de cette attaque. Les quatre malfaiteurs seraient originaires de la région parisienne, spécialistes de ce genre de délit.

L'ASSASSINAT DU DÉPUTÉ DE L'EURE

Le meurtrier connaissait sans doute les habitudes de M. de Broglie

Des premiers éléments de l'enquête sur la mort de M. Jean de Broglie, député de l'Eure (R.L.), tué d'une balle de pistolet par un inconnu, le 24 décembre à Paris, il apparaît que le meurtrier — qui a réussi à prendre la fuite — était seul à savoir qu'il pourrait rencontrer le parlementaire rue des Dardennes, dans le dix-septième arrondissement, où a eu lieu le meurtre. (Le Monde du 25 décembre).

M. de Broglie a quitté vers 9 heures son domicile, à rue Adolphe-Yvon, dans le seizième arrondissement, après avoir appelé au téléphone sa femme, qui se trouvait à Broglie (Eure) dans leur propriété familiale. Il s'est ensuite rendu rue des Dardennes après avoir laissé sa voiture à proximité. Il est entré dans l'immeuble situé au numéro 2 de la rue, où habite un couple d'amis, M. et Mme Allenet de Ribemont. Il devait apprendre que ces derniers étaient absents par un voisin, M. de Varga, directeur d'un cabinet juridique, ainsi que nous l'a confirmé son épouse.

C'est en quittant l'immeuble, vers 9 h. 30, que M. de Broglie a été abordé par un « jeune homme » avec qui il a parlé quelques instants — conversation d'interpellation ou altercation ? — avant d'être tué par ce dernier. Cette brève discussion est l'une des seules certitudes dont disposent les enquêteurs de la brigade criminelle. Cette indication laisse supposer que le meurtrier attendait M. de Broglie à cet endroit en saut d'autre part, que le député avait été vu à de nombreuses reprises auparavant dans le quartier et y était connu de plusieurs habitants de la rue. Mais on ignore cependant le mobile de ce meurtre.

Selon M. Pierre Ottaviani, chef de la brigade criminelle, on ne peut encore retenir « aucune hypothèse ». Les enquêteurs se montrent sceptiques sur le fait

Le club Charles-Martel : une organisation clandestine violemment anti-arabe

C'est en décembre 1973 que le club Charles-Martel s'est manifesté pour la première fois, en revendiquant la responsabilité d'un attentat commis contre le consulat d'Algérie à Marseille (quatre morts, seize blessés). L'organisation clandestine reprochait notamment au gouvernement français son attitude face aux pressions pétrolières des pays arabes et à l'immigration en provenance de ces pays, estimant qu'il y a « plus d'Arabes en France qu'il n'y avait de juifs noirs » et « un Arabe du Nord » et concluant son communiqué par la formule : « A bas la France algérienne ! ». — positions qui précisaient, s'il en avait été besoin, à quel titre elle se réclamait du célèbre vainqueur d'Abdel-Rahman.

En mars 1975, une série d'attentats à l'explosif commis contre des perceptions du Sud-Ouest et les sièges toulousains du Crédit agricole et d'Air Algérie devait également être revendiquée par le club Charles-Martel, de même que celui qui visait, dans la nuit du 9 au 10 avril de la même année, c'est-à-dire au moment du voyage officiel de M. Giscard d'Estaing en Algérie, le consulat général de ce pays à Paris, devant lequel une bombe devait faire explosion « pour saluer le départ du président de la République pour Alger ». Cette opération était jusqu'alors restée la seule que le club « soit organisé, ou du moins revendiqué, en dehors du milieu habituel de ses activités.

Vouée par nature à la clandestinité totale, l'organisation — dont on estime généralement dans les milieux d'extrême droite qu'elle ne doit pas compter plus de quelques dizaines de membres — n'a pas fourni beaucoup d'explications sur sa composition ni sur ses orientations, en dehors de son hostilité aux Arabes immigrés en France ou non. Dans différentes déclarations remises à la presse, à Toulouse en particulier, le club Charles-Martel s'est simplement défini comme un groupe d'« anciens militaires spécialistes de l'exploitation », ayant servi en Algérie et « expulsés par la violence ». Le communiqué ajoutait : « Nous continuons dans la violence ; s'il le faut, nous en arriverons aux extrêmes » pour « tuer contre les étrangers qui prennent le travail des Français ». En mai 1975, une autre déclaration (publiée en réponse aux protestations exprimées par des mouvements d'anciens résistants contre l'organisation d'une réunion internationale d'extrême droite à Lyon) assurait au nom du club : « A partir d'aujourd'hui, nous devons nous battre », et apportait l'appui de celui-ci au Comité de soutien à l'armée de l'ancien sergent Dupuy de Méry, qui devait aussitôt récusé cet encombrant soutien. Depuis cette date, le Club Charles-Martel ne s'était plus manifesté publiquement.

loterie nationale				Liste officielle des sommes à payer, tous cumulés compris, aux billets entiers			
TIRAGE	FINALES et NUMÉROS	GROUPES	SOMMES à PAYER	TIRAGE	FINALES et NUMÉROS	GROUPES	SOMMES à PAYER
1	1	tous groupes	100	7	2 847	groupe 2	5 000
	82 891	tous groupes	400		86 897	autres groupes	500
	5 441	groupe 4	2 100		41 997	groupe 1	5 000
	66 891	autres groupes	5 000		27 997	autres groupes	500
	41 891	groupe 2	100 000		72 827	autres groupes	100 000
2	32	tous groupes	200	8	82 898	tous groupes	200
	212	tous groupes	200		1 318	autres groupes	200
	82 892	groupe 4	2 000		1 848	autres groupes	5 000
	0 642	autres groupes	5 000		66 898	groupe 1	5 000
	1 062	autres groupes	10 000		8 968	autres groupes	500
3	41 992	groupe 2	100 000	9	41 998	autres groupes	10 000
	66 892	autres groupes	1 500 000		13 898	autres groupes	100 000
	272	tous groupes	300		82 899	tous groupes	2 000
	772	tous groupes	600		1 318	autres groupes	5 000
	472	groupe 4	2 000		1 848	autres groupes	5 000
4	82 893	autres groupes	5 000	0	82 899	autres groupes	5 000
	66 893	autres groupes	5 000		0 629	autres groupes	5 000
	41 993	groupe 2	10 000		66 899	autres groupes	5 000
	8 313	autres groupes	10 000		2 000	autres groupes	1 000
	85 543	autres groupes	1 000		41 999	autres groupes	2 000
5	84	tous groupes	200	1	82 900	tous groupes	200
	304	tous groupes	200		66 890	autres groupes	500
	82 894	groupe 4	2 000		8 150	autres groupes	500
	2 174	autres groupes	5 000		1 890	autres groupes	10 000
	66 894	autres groupes	5 000		3 630	autres groupes	10 000
6	8 874	autres groupes	5 000	2	41 990	autres groupes	10 000
	41 994	autres groupes	5 000		82 901	tous groupes	200
	485	tous groupes	1 000		66 891	autres groupes	500
	82 895	autres groupes	1 000		8 151	autres groupes	500
	66 895	autres groupes	1 000		1 891	autres groupes	10 000
7	41 995	groupe 2	10 000	3	41 991	autres groupes	10 000
	2 081	autres groupes	2 000		82 902	tous groupes	200
	8	tous groupes	100		66 892	autres groupes	500
	146	tous groupes	400		8 152	autres groupes	500
	188	tous groupes	400		1 892	autres groupes	10 000
8	346	tous groupes	2 100	4	41 992	autres groupes	10 000
	988	tous groupes	2 100		82 903	tous groupes	200
	66 896	groupe 1	5 000		66 893	autres groupes	500
	41 996	autres groupes	1 100		8 153	autres groupes	500
	82 896	autres groupes	1 002 100		1 893	autres groupes	10 000
9	97	tous groupes	200	5	41 993	autres groupes	10 000
	277	tous groupes	200		82 904	tous groupes	200
	989	tous groupes	600		66 894	autres groupes	500
	157	tous groupes	800		8 154	autres groupes	500
	82 897	groupe 4	2 000		1 894	autres groupes	10 000

TRANCHE DE NOËL
TIRAGE DU 24 DECEMBRE 1976
PROCHAIN TIRAGE
LE 28 DECEMBRE 1976
à MALAKOFF (Haut-de-Seine)

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Filles
75003 PARIS - CEDEX 03
C.C.P. 2387-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - DOM. - T.O.M.
30 F 120 F 180 F 240 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VUE NORMALE
120 F 240 F 360 F 480 F

ÉTRANGER
(par mandat)
L. BELGIQUE - LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
125 F 250 F 375 F 500 F

II. - TUNISIE
125 F 250 F 375 F 500 F

Pour tous détails
tous nos abonnés
Les abonnés qui paient par
chèque postal (ou virement)
doivent indiquer sur le chèque
leur nom et adresse.

Changements d'adresse
délivrer ou renouveler (dans
les mêmes conditions) les
abonnements à l'adresse
demandée une semaine au moins
avant leur départ.

Le Monde a des bureaux
d'envoi à tous les correspondants.
Veuillez adresser vos lettres
à l'adresse suivante :
Le Monde, 5, rue des Filles
75003 PARIS - CEDEX 03

مكتبة الأمل

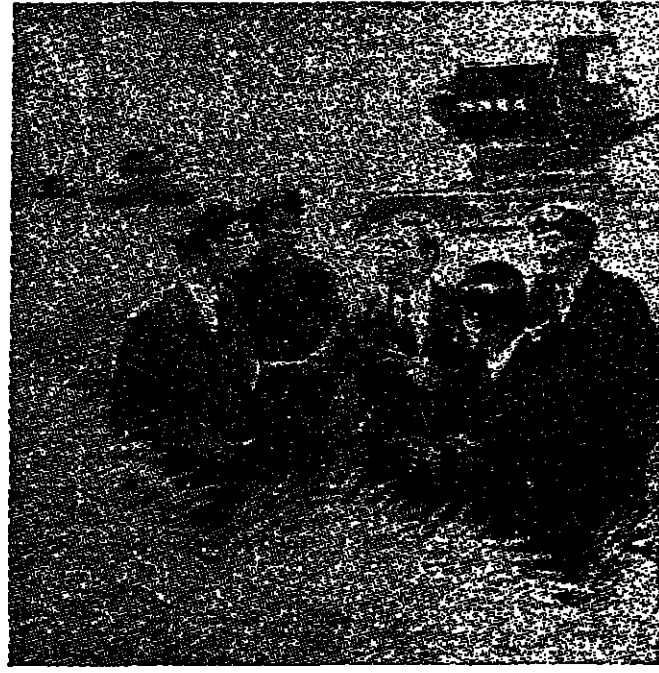
ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER



Le maréchal Brejnev aux champs

Dans le cadre des cérémonies marquant le cinquante-dixième anniversaire du maréchal Brejnev, la PRAVDA publie ce tableau qui évoque l'intérêt que le secrétaire général du parti communiste soviétique a toujours porté à l'agriculture.



Le maréchal Brejnev aux champs.

La veuve et les plaideurs

« Le tribunal des affaires sociales d'Allemagne fédérale a jugé qu'une femme accusée d'avoir tué son mari n'a pas droit à une pension de veuve », relate l'INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE.

Selon le quotidien américain, « l'accusée, originaire de Kassel, est âgée de quarante-sept ans. Mère de six enfants, elle a été reconnue coupable d'avoir tué son mari à coups de hache en 1972. Elle a été condamnée à dix-huit mois de prison avec sursis ».

« Lorsque les services de la sécurité sociale lui ont refusé sa pension de veuve, elle a déposé une plainte. Deux tribunaux avaient reconnu son bon droit, mais le tribunal fédéral l'a déboutée. »

AL-BAYANE

Profits privés pour l'enseignement public

« Dans le quartier populaire de Haj Mohammadi, on constate l'existence de plusieurs sortes d'enseignement », écrit AL-BAYANE, le quotidien du Parti du progrès et du socialisme marocain (communiste).

« En premier lieu, l'enseignement public, somme toute assez désordonné, souffrant de maintes tares et méritant une étude approfondie que nous ne manquerons pas de faire. Parallèlement, on trouve un enseignement privé assez développé, mais chaotique et variable de qualité selon les établissements et les années ».

« Quelques professeurs peu scrupuleux ont eu l'idée générale de constituer chacun sa petite école privée, non pour les élèves chassés des écoles et collèges, ce qui serait encore assez acceptable, mais pour les élèves qui suivent régulièrement leurs propres cours dans les écoles publiques ».

« Il va de soi que cette action n'est pas entreprise dans des buts philanthropiques et humanitaires : ces cours se paient au prix fort. Les professeurs profitent des lacunes de leurs élèves dans certaines matières, surtout scientifiques, pour leur « conseiller » des heures supplémentaires payantes chez eux, ou dans une école privée où ils louent une salle. On constate une véritable concurrence entre ces professeurs qui abaissent leurs prix pour faire leur plein de clients. Un professeur de mathématiques faisait, l'année dernière, ce genre de cours au prix de 5 dirhams l'heure (1 dirham : 1,15 F). Cette année, presque tous ses élèves prennent des cours supplémentaires chez lui à 3,75 dirhams. Il les a répartis selon les jours de la semaine. Un petit calcul sommaire nous révèle un chiffre d'affaires mensuel de l'ordre de 3 000 dirhams ».

« Ajoutons encore que les élèves qui ne peuvent se permettre ce genre de « cours » sont mal vus par nos professionnels, pardon, nos professeurs. »



La première pierre

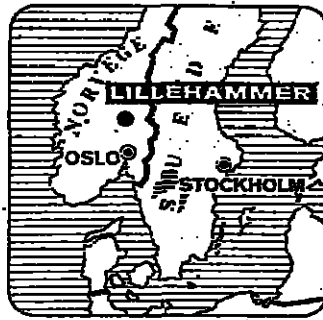
La chronique des embarras de la circulation s'enrichit de cette nouvelle publiée dans le TIMES, de Londres : « A Djakarta, un nouveau système de contrôle électronique du trafic automobile a commencé à fonctionner ce mois-ci. Mais, si les automobilistes persistent à fignorer, les policiers leur jetteront des pierres ».

« Si cela est nécessaire, tous les agents de la circulation de Djakarta seront pourvus de pierres pour mettre à la raison les conducteurs récalcitrants, a précisé le gouverneur de la ville. »

● **ERRATUM.** — C'est par erreur que nous avons mentionné dans les « Reflets du monde entier » du 19-20 décembre, le quotidien West Africa. Il s'agit en fait d'un hebdomadaire publié à Londres et diffusé dans toute l'Afrique occidentale anglophone.

Lettre de Lillehammer

Au royaume du ski de fond



PETITE ville tranquille à 200 kilomètres au nord d'Oslo, Lillehammer est assise des deux côtés de la rivière Mosen, sur le versant qui descend vers le fjord. Mjosa, le plus grand de Norvège. Jusqu'au printemps, il est gelé et recouvert de neige ; on peut le traverser à ski. Tout autour de la ville, située à environ 500 mètres d'altitude, la montagne s'étage en pentes douces jusqu'à 1 000 mètres.

Lillehammer n'a rien de bruyant ni de tapageur. Deux grandes artères où alternent petites boutiques, beaux magasins et de nombreux supermarchés devant lesquels stationnent les voitures. Aussi, quitté le centre, les petites rues bordées de maisons en bois, toutes blanches, grimpent vers la forêt et vont s'y perdre. A l'écart de la ville, des usines discrètes, des ateliers et, au bord de la rivière, une brasserie dont l'emblème est un Viking casqué, marchant allègrement sur des skis, une lance en guise de bâton. Même lorsque les jours s'allongent, la vie s'arrête avant la tombée de la nuit : on se couche de bonne heure, demain la montagne attend ses fidèles, Lillehammer est la Mecque du ski de fond.

Dès le début de la matinée, des voitures traversent la ville, leur feu au toit chargé de skis et de traîneaux ; des autocars défilent, tous jours bondés ; tous montent à Nordseter, le dernier autocar a ramassé ses passagers. L'instant, il se hisse sur la route sinueuse entre deux murs de neige.

Nordseter : tout le monde descend, la fête commence. Ici, ce qui frappe tout d'abord, c'est une atmosphère de fête, d'excitation, de pique-nique campagnard, sans chiqué, sans distinction de classe. Il y a là le pasteur et ses paroissiens, l'instituteur et ses élèves et sans doute le patron et ses employés. Il y a surtout des familles entières, le bébé attaché sur le

dos, le chien en liberté et des groupes de jeunes transportant de lourds paquets jusqu'à de lointains refuges ou cabanes, enfouies sous la neige. Vous en rencontrerez quelques-uns, en vous promenant.

Ces familles de la montagne discutent, bavardent, se donnent rendez-vous à des kilomètres de là, tout en chaussant leurs skis ou en les faisant une dernière fois. Ils ajustent le sac tyrolien, enfouissent les bonnets, installent les bébés dans les traîneaux, se préparent à marcher pendant des heures, sans relais sur cette belle neige que le climat conserve poudreuse et fraîche. Ils s'éloignent joyeusement, par paquets, petite et grande, jeunes et vieux, dans les tenues les plus diverses : costumes matelassés de couleur tendre, blue-jeans ou fuselés, anoraks ou blousons, guêtres, jambières imperméables, casquettes, chapeaux, mais ce qui domine, ce sont les knickers et leur inséparable paire de chaussettes.

Vous qui débarquez pour la première fois au bord de ce champ de neige, vous restez ébloui, muet, devant cet immense plateau, doucement vallonné qui se prolonge à l'infini, devant cette vaste lande neigeuse, sans horizon, avec ses groupes dénués aux flancs parsemés de bouquets d'épicéas.

VIENNE le moment de se choisir un but, bien que la but, ici, soit de se promener, de se dépenser, de s'aérer et d'admirer le paysage. Cependant, vous vous documentez : irez-vous, par exemple, vers quelques lointain village nommé Pelletstova ? La pancarte indique 12 kilomètres, autant pour le retour : 24 kilomètres, c'est peut-être beaucoup pour des jambes citadines le premier jour. Alors Sjusjøen, à 6 kilomètres seulement ! Le village est moins haut et bordé d'un lac. Va pour Sjusjøen, voyons l'itinéraire ? Prendrez-vous l'autoroute ? C'est la piste la plus large, la plus rapide et la plus fréquentée. Les skieurs, comme les automobilistes, aiment les voies express dont ils respectent d'ailleurs le code. La file montante — quatre skieurs de front — se tient bien sur sa droite, la file descendante (ah ! oui, des gens reviennent déjà !) fait de même. Si vous redescendez par ici cet après-midi, vous pourrez tenter un petit slalom entre les piquets qui séparent les deux voies. Pour l'instant, telle une voiture en rodage, vous restez sur la file lente, bien à droite. Même en haut d'une côte, on vous double jusqu'en troisième position.

Vous chaussez les skis pour la première fois ? Rassurez-vous : aucune difficulté : vous suivez les traces peu profondes et assez bosselées, le genou à peine fléchi, le talon se soulevant régulièrement. Le pied est tellement à l'aise dans ces confortables petites chaussures, aussi légères et souples que des chaussures de basket qu'on de tennis. Inutile de surveiller ses spatules, elles se dirigent toutes seules.

Regardez plutôt les autres skieurs : une majorité de blonds et de roux, des yeux de tous les bleus, des visages colorés, souvent cramoisis. Ce sont les jolies peaux de scandinaves, les ténis de porcelaine. Pas ici, en tout cas. Le vent, le froid, la neige, le soleil (car il y en a et il tape dur !) entraînent ces mines de campagnards et brûlent très tôt les traits. Mais quelle classe ont ces vieux messieurs au regard si clair dans les visages tannés, et comme elles sont attendrissantes ces dames septuagénaires, ridées et sans complexus, qui filent comme des gazelles. Il n'est pas rare de voir des vieillards et des adolescents skier côte à côte, au même rythme, avec un style plus pur chez les aînés. Regardez aussi ces petits enfants qui savent à peine marcher et qui trottent sur leurs skis, sans bâtons : ils ont l'air de tricoter des jambes. S'ils tombent, ils ne tomberont pas de très haut.

SANS arrêt, des familles vous dépassent... avec la voiture d'enfants. Ces traîneaux pour les tout-petits, quelle subline ! Tout à l'heure, au départ, vous avez vu les préparatifs. Le père a d'abord écarté la grosse toile à coulis, relevé le siège inclinable, puis disposé une peau de mouton à l'intérieur et ajusté le pare-brise tandis que la mère glissait l'enfant, déjà chaudement vêtu, dans une sorte de nid d'ange doublé de fourrure. Tout était prêt : on a assis ou couché le bébé dans les peaux de bête et tiré sur les ficelles. Un noué solide : bien malin s'il sort de là ! Le père a ensuite relevé les longs brandards (près de 2 mètres : il faut la place des skis) terminés par de gros mousetons, qu'il a fixés dans les anneaux d'un ceinturon bouclé autour de sa taille.

En avant ! Le traîneau glisse bien droit grâce à ses dérives. Au passage, vous n'apercevez qu'un petit nez rouge, et parfois une paire de lunettes de soleil. La plupart du temps, les bébés dorment. Leur horizon se borne à la silhouette du père à travers le pare-brise.

Cette longue piste que vous suivez ne désemplit pas. Elle en croise d'autres, moins larges et, elles aussi, balisées. Si vous vous laissez de cette interminable ligne droite, prenez une des « routes secondaires » ou, plus amusant encore, suivez les simples traces qui se présentent de temps en temps sur votre droite, vous ne le regretterez pas. Ces petites pistes individuelles, aux allures d'un parallélogramme parfait, rejoignent à leur tour un « chemin vicinal » après avoir décrit une grande courbe dans la plaine. Ici, les rails sont droits et plus profonds, juste la place des skis bien rapprochés, entre deux petits murs de neige de 30 à 40 centimètres de hauteur. Il faut donc davantage lever les bâtons, et parfois ils se plantent dans un minuscule sapin solitaire : quelques branches au ras du sol, une graine que le vent a apportée. Vous frottez, vous dansez, vous avez des allures. Personne pour vous admirer : c'est cela la solitude du skieur de fond !

Bientôt, vous arrivez en vue d'une coupe, étincelante sous le soleil. Arrêtez-vous et regardez les skieurs en ombre chinoise sur la ligne de crête. Ils marchent en file indienne, au même rythme. On dirait le talent d'un film : un bras, une jambe, l'autre bras, l'autre jambe, bien régulièrement, sans fioritures, en levant à peine le bâton. Un style dépouillé, celui qu'on enseignait dans les écoles de ski de fond et qui permet de parcourir de longues distances sans fatigue. C'est la vraie cadence du montagnard, et c'est beau.

Un à un, les kilomètres défilent. Le chemin, de plus en plus bosselé, se rétrécit, mais la pente est très douce. Cito ! cito ! font les skis en rebondissant, mais sans jamais quitter les rails. Tchouic ! tchouic ! lui répond la neige qui tombe des arbres, au passage. Odeur de résine, sentier solitaire, petit vent de la course, soleil à travers les branches, c'est merveilleux la forêt norvégienne !

PAULE DENOIX.

● **ERRATUM.** — A la suite d'une confusion, or a publié, pour accompagner la lettre de l'étranger intitulée « Traîneau d'un coureur de fond », paru dans le Monde daté 19-20 décembre, une carte de la Libye pour y situer la localité de Sidi-Okba, près de Tripoli, alors que le reportage était, en fait, consacré au bourg du même nom proche de Blakra, en Algérie.

Témoignage

D'Angela Davis au révérend Ben Chavis

J'ai revu des États-Unis où j'ai passé deux mois, durant les élections présidentielles aux côtés d'Angela Davis avec laquelle j'ai fait un film.

Lors de notre tournage, j'ai séjourné en Caroline du Nord, l'Etat le plus raciste des États-Unis. Un Etat dans lequel on peut voir à l'entrée d'une ville une pancarte ainsi libellée : « Aidez-nous à combattre le communisme et l'intégration. Rejoignez le KKK Klux Klan. » Dans cet Etat, plus de trois mille hommes et femmes sont incarcérés et plus de 35 % d'entre eux sont noirs, bien entendu. Cent parmi eux sont condamnés à mort et risquent l'exécution immédiate, si la peine de mort est rétablie, ce qui est fort à fait probable. C'est l'Etat qui a le record des condamnations à mort aux U.S.A.

Parmi ces prisonniers, il y a les politiques et, parmi eux, un pasteur protestant de vingt-huit ans, le révérend Ben Chavis, que je suis allé voir en prison. Il a été condamné à trente-quatre ans de réclusion — uniquement parce qu'il était le leader du mouvement des droits civiques en Caroline du Nord, voici son histoire.

A Wilmington, l'intégration n'a jamais été acceptée par la population blanche. C'est dans les écoles que la situation est la plus explosive, particulièrement à la fin des années 60 et au début des années 70.

Ben Chavis est envoyé par son église, l'église unifiée du Christ, pour faire une enquête en Caroline du Nord sur le racisme et pour prendre, en quelque sorte, la tête du mouvement pour l'intégration. A Wilmington, dix-huit élèves noirs sont expulsés d'un lycée après une bagarre avec des Blancs. A leur place, on admet des étudiants blancs.

Les étudiants noirs organisent le boycottage de l'école, exigent la

réintégration des Noirs expulsés et la mise en place d'un programme spécial d'études pour les Noirs. Ils se réunissent dans une église noire du voisinage, y organisent des classes marginales et des réunions. Le boycottage s'étend.

Pour la communauté blanche, c'est une menace insoutenable et le KKK intervient, menace de tuer le pasteur qui a accueilli les étudiants et de brûler les maisons avoisinantes l'église.

Les étudiants et les leaders réclament un couvre-feu que les autorités refusent. Un juge local fait appel au lieutenant Calley pour qu'il vienne nettoyer la communauté noire. Une organisation blanche proche du KKK promet une chasse aux Noirs comparable à une chasse aux lapins.

Ben Chavis organise une démonstration à laquelle participent plus de deux mille cinq cents personnes. Il exige le couvre-feu, fait interdire les rues menant à l'église. Les menaces se précisent. Les étudiants restent dans l'église pour protéger le pasteur blanc et sa femme. Le KKK intervient, tire sur l'église. Les autorités appellent la police, la garde nationale, la division blindée. Le siège dure quatre jours. Un étudiant et un membre du Klan sont tués.

Alors que les Noirs n'ont pas été armés, bien que l'enquête n'ait pas pu établir la provenance des balles, Ben Chavis et neuf militants sont arrêtés un an plus tard et accusés d'homicide.

Le procès commence en juin 1972. La presse a été inondée d'informations plus mensongères les unes que les autres. Le jury est sélectionné : il comprend dix Noirs et deux Blancs. Le procureur s'affole se prétend malade, demande que le procès soit reporté pour vice de forme. Le deuxième procès s'ouvre en septembre 1972 : cette fois le jury comprend dix

Blancs et deux Noirs. On ne pose aux jurés aucune des questions qui permettraient d'établir qu'ils appartiennent ou non à des organisations racistes.

L'accusation à un témoin à charge : Allen Hall, qui a une longue histoire d'instabilité mentale, et d'activités criminelles. C'est sur son témoignage que repose toute l'affaire. Les dix de Wilmington sont condamnés à deux cent quatre-vingt-deux années de prison. L'église unifiée essaye d'obtenir la libération sous caution des prisonniers : coût, 400 000 dollars.

Ben Chavis est libéré sous caution. Il reçoit la visite d'Angela Davis du P.F.I. qui lui apprend que sa tête est mise à prix : des hommes d'affaires de la ville ont offert pour sa tête un « contrat » de 10 000 dollars. Il vaudrait mieux qu'il quitte la ville. Il refuse. Quelques jours plus tard, une bombe explose dans sa voiture.

Il présente une demande en appel : refusée. Une demande de révision du procès devant la Cour suprême de l'Etat : refusée. Une autre demande devant la Cour suprême des États-Unis : refusée. Depuis dix mois, il est à nouveau en prison.

Fait nouveau, le 4 août dernier, Allen Hall, le fameux témoin à charge, pris de remords, harcelé depuis cette époque par la police, se rend chez un juge et fait une nouvelle déposition dans laquelle il reconnaît que toute sa première déposition était fautive et qu'il l'a faite sous la pression du procureur, chargé de l'affaire et des officiers de police de Wilmington en échange d'une libération très rapide pour lui-même.

« Avez-vous des craintes d'être renversé sur vos déclarations ? demande le juge.

— Eh bien, j'ai peur d'être accusé de parjure parce que c'est un fait connu, tel en Caroline du

Nord, que la parole d'un Noir ne compte pas. Quand un Noir s'élève contre les Blancs, ce qu'il dit ne compte pas, particulièrement s'il ne joue pas le jeu avec eux... »

Cette nouvelle déposition n'a permis ni la libération du révérend Ben Chavis ni même la réouverture de son procès. Dans sa cellule, il m'a dit : « Si le peuple américain et tous les gens de bonne volonté du monde entier ne font pas pression sur le gouvernement de Caroline du Nord et sur le gouvernement fédéral, nous resterons en prison. Il faut écrire au gouverneur de Caroline du Nord, Ross Broyden ou à l'ancien gouverneur Rufus Edmiston ou au nouveau gouverneur qui entrera en fonction en janvier, Jim Hall. On peut aussi écrire au juge fédéral Dupré, à Raleigh. Il faut qu'un maximum de gens expriment leur solidarité. Il faut que les fonctionnaires de cet Etat sachent, comprennent, que partout dans le monde entier, on est au courant de ce qui se passe en Caroline du Nord, on sait de quel injuste traitement les dix de Wilmington sont victimes. »

« Ecrivez, faites écrire, cela peut nous aider. »

Après avoir été enchaîné, brutalisé, persécuté politiquement, séparé des autres prisonniers, le révérend Ben Chavis est maintenant au pénitencier de Mac Cain — avec des prisonniers malades ou insupportables mentalement. Une grève de la faim de cent trente jours a obligé les autorités à lui accorder le droit de visite.

Au moment où nous allions nous séparer et où je lui demandais les amitiés d'Angela, il m'a dit : « J'aimerais te revoir à Paris. »

La porte de la prison s'est refermée sur lui. Four trente-quatre ans ?

JEAN-DANIEL SIMON.

(Bénédictin de cinéma, auteur de plusieurs films dont il n'est toujours pas sorti.)

Gabriel Marcel

(7) Cette expression imagée est empruntée au rapport de Tokyo du 1948.

RADIO-TELEVISION

Libres opinions

Professionnels de tous les pays...

par CLAUDE CONFORTÈS (*)

LA grève des acteurs à la télé, c'est quoi ? La grève des chanteurs, des musiciens, des danseurs, c'est quoi ? Il y a des spécialistes qui disent : « Dans quelques années, une pièce, un feuilleton, une série, un opéra, un gala de variété, un spectacle chorégraphique, un concert, un film de télé enfin, une fois filmé, enregistré, mis en boîte, en vidéo, en bandes magnétiques, etc., sera récapulé à des dizaines, centaines ou milliers d'exemplaires sur cassettes et fera l'objet de rediffusions dans le monde entier sur des récepteurs de télévision recevant les émissions par câbles, par satellites, les programmes internationaux, eurovision, mondovision... Si bien qu'un artiste qui aura travaillé pendant quelques jours pour quelques quarts d'heure d'antenne se concurrencera lui-même et n'aura touché qu'un cachet (...pas terrible) pour des heures et des heures de spectacle télévisé dans le monde entier. A la limite même, il pourra se trouver au chômage, ou gagnant le SMIC, pendant que les shows auxquels il aura participé activement apporteront encore des profits substantiels à leurs producteurs et à leurs diffuseurs. »

C'est un changement global de toute la structure de l'organisation du travail de l'acteur en particulier, de l'artiste-interprète en général qui est en jeu en ce moment avec la grève des comédiens à la télévision.

Et par voie de conséquence, c'est en même temps de la sauvegarde des cultures nationales qu'il s'agit.

Car les revendications actuelles ne portent pas seulement sur le cachet minimum garanti, sur les droits de redistribution, sur la garantie annuelle d'un volume de productions françaises. Ce qui ne signifie pas seulement du travail frais pour les artistes-interprètes, mais aussi des perspectives concrètes pour les auteurs, compositeurs, chorégraphes, réalisateurs, techniciens de toutes sortes (directeurs de la photo, ingénieurs du son, caméramen, scripteurs, monteurs, accessoiristes, régisseurs, etc., sans parler des électriciens, des machinistes...) de notre pays, qui collaborent aux créations françaises.

Il était urgent que cette grève se fasse. Il est vital pour tous qu'elle réussisse. Sinon la télévision française deviendra une colonie des monopoles américains de l'audio-visuel.

Si nous ne défendons pas le marché français, c'est toute l'expression et la création françaises à la télévision qui sont menacées. Il faut que les spectateurs comprennent cet enjeu et qu'ils apportent leur soutien à cette grève qui les concerne tous.

Déjà après un mois, lentement, sûrement, le mouvement s'élargit. Les acteurs, syndiqués ou non, en sont à une participation de 88%. Le nombre des artistes de variété qui se joignent augmente régulièrement. Les plus célèbres d'entre eux viennent de la faire : Tino Rossi, Mireille Mathieu, Michel Fugère, Guy Bedos, et j'en oublie. La grève prend de l'ampleur. Au Canada, en Angleterre, aux Etats-Unis, en Suède, des grèves semblables ont eu lieu ces dernières années. Certaines ont duré trois mois. Les par-

cipants ont obtenu gain de cause sur les mêmes revendications. Aujourd'hui, les organisations d'artistes-interprètes de tous ces pays apportent leur appui, ainsi que les Suisses, les Belges, qui commencent à refuser tout remplacement d'acteurs et d'actrices français en grève, pour des productions francophones produites par la France. Les professionnels de tous les pays ne s'y trompent pas. Ce que les artistes français obtiendront comme garantie de l'emploi réajusté dans leur pays sur leurs propres conditions de travail. Dans l'économie planétaire qui s'établit petit à petit sur les cinq continents, tout se tient. Si la création disparaît de la T.V. française, bientôt ce sera de la T.V. italienne, espagnole, danoise, irlandaise, grecque, hollandaise, allemande qu'elle disparaîtra.

Et, pour les Américains, sans l'émulation, l'apport, la stimulation des créations étrangères, ce sera très rapidement l'engourdissement, la stagnation, l'éclatement, l'atrophie, la dégénérescence et pour finir la désaffection d'une grande partie du public des deux hémisphères et la mort par gigantisme. Ce qui est sûr enfin, c'est que l'art dramatique tout entier est également concerné par cette grève, comme l'art lyrique, chorégraphique, musical et cinématographique.

Sans le débouché des créations à la T.V., dont les émissions diffusées et rediffusées (« Au théâtre ce soir », les innombrables variétés et leur « matriage », les retransmissions sportives, les jeux, les débats, les interviews) concurrencent par ailleurs les spectacles vivants (musico-halls, théâtres, salles de concert), dont le nombre et le taux moyen de fréquentation décroissent régulièrement, le métier d'acteur (80 % de chômage actuel), de musicien, de chanteur, de danseur, déjà pas très brillant, deviendra invivable. De moins en moins de jeunes s'engageront d'une manière sérieuse dans ces activités sans avenir. La qualité des interprètes s'en ressentira. Les concerts, les représentations dramatiques, les ballets, ne seront plus que des soirées lugubres d'un esthétisme décadent où des artistes de bonne famille se produisent dans des séances de patronage de luxe.

Qu'il y ait encore des bavures. Que certains artistes « de gauche », et des plus représentatifs (directeurs de théâtres nationaux et populaires, où gévit le cancer de l'abus de position dominante, de cafés-théâtres ayant pignon sur rue à Paris, ou jeunes « stars » virentes et françaises de films internationaux), n'aient pas encore saisi l'énormité de leur inconscience en se faisant les « jaunes » d'une grève qui lutte pour assurer la survie de leur profession, tout cela est malheureusement normal dans une civilisation où la culture est méprisée (en ce domaine, la France se distingue par le plus faible budget culturel : 0,37 % du budget national parmi les nations industrialisées d'Europe et d'Amérique).

Il ne suffit pas qu'une cause soit juste pour que tous la défendent. Le jour de la victoire, ce seront eux qui auront le plus tort comme les résistants de la dernière heure. « Les chiens aboient, la caravane passe... »

(*) Auteur, acteur et metteur en scène.

Petites ondes - Grandes ondes

Régulières

FRANCE-INTER : (informations toutes les heures) ; 5 h. La radio à la télé ; 7 h. 40. Philippe Gilès ; 9 h. 15. Denise Fabre ; 11 h. 10. Le magazine de Pierre Boudier ; 12 h. 30. Les questions ; 13 h. 30. Les questions ; 14 h. 30. Les questions ; 15 h. 30. Les questions ; 16 h. 30. Les questions ; 17 h. 30. Les questions ; 18 h. 30. Les questions ; 19 h. 30. Les questions ; 20 h. 30. Les questions ; 21 h. 30. Les questions ; 22 h. 30. Les questions ; 23 h. 30. Les questions ; 24 h. 30. Les questions.

FRANCE-CULTURE, FRANCE-MUSIQUE : Informations à 7 h. (cult.) ; 7 h. 30 (cult. mus.) ; 8 h. 30 (cult.) ; 9 h. 30 (cult. et mus.) ; 12 h. 30 (cult. et mus.) ; 15 h. 30 (mus.) ; 19 h. 30 (mus.) ; 23 h. 30 (cult.).

EUROPE 1 : (informations toutes les heures) ; 5 h. Musique et nouvelles ; 6 h. 40. Philippe Gilès ; 9 h. 15. Denise Fabre ; 11 h. 10. Le magazine de Pierre Boudier ; 12 h. 30. Les questions ; 13 h. 30. Les questions ; 14 h. 30. Les questions ; 15 h. 30. Les questions ; 16 h. 30. Les questions ; 17 h. 30. Les questions ; 18 h. 30. Les questions ; 19 h. 30. Les questions ; 20 h. 30. Les questions ; 21 h. 30. Les questions ; 22 h. 30. Les questions ; 23 h. 30. Les questions ; 24 h. 30. Les questions.

R.T.L. : (informations toutes les heures) ;

ABRÉVIATIONS

Dans ce supplément radio-télévision les abréviations (en) renvoient à la rubrique écouter, voir, ou aux articles de première page de l'encart ; (R) indique des émissions sortant de l'ordinaire ; (N) les programmes en noir et blanc diffusés sur les chaînes en couleurs ; (M) les rediffusions ; (S) les émissions de radio en stéréophonie ; (III) les émissions de TF1 relayées en province par FR 3.

5 h. 30. Maurice Fauriol ; 9 h. 15. A.M. Peysson ; 11 h. 30. La case trésor ; 13 h. 10. Le journal de Philippe Boudier ; 14 h. 15. M. Grégoire ; 14 h. 30. Appelle, on est là ; 18 h. 30. Journal de Jacques Paoli ; 19 h. 30. Journal ; 24 h. 30. Variétés.

RADIO - MONTE-CARLO : (informations toutes les heures) ; 5 h. 30. L'heure du jour ; 9 h. 30. L'heure fantasque ; 11 h. 30. L'heure jeu ; 13 h. 30. L'heure acrobatique ; 14 h. 30. L'heure espoir ; 15 h. 30. L'heure vérité ; 17 h. 30. L'heure plus ; 18 h. 30. L'heure bilan ; 19 h. 30. L'heure hit ; 20 h. 30. L'heure de rêve ; 0 h. 30. L'heure mon.

Religieuses et philosophiques

FRANCE-CULTURE : (le dimanche) ; 7 h. 15. Horizon ; 8 h. 30. Orthodoxie et christianisme oriental ; 8 h. 30. Protestantisme ; 9 h. 10. Ecoute Israël ; 9 h. 40. L'union raciale (le 26) ; « Le Grand Orient de France » (le 2) ; 10 h. Messe.

Radioscopies

FRANCE-INTER : 17 h. Jacques Chancel reçoit le Dr. Raymond-Michel Hass (lundi), Henri Blanchard, président français de la scène Moon (mardi), Jacqueline Delmas (mercredi), Gérard Depardieu (jeudi), le Père Paul Feller (vendredi).

Tribunes et débats

FRANCE-INTER : 11 h. Les invités d'Anne Gaillard répondent aux auditeurs sur l'immigration des Français (du lundi au vendredi).

FRANCE-CULTURE : 12 h. 5. Jacques Pagan reçoit Antoine de Gaudemar (lundi), Emile Guikovich (mardi), Henri Amouroux (mercredi), Alain Touraine (jeudi), Igor et Grigori Bogdanoff (vendredi).

Écouter, voir

MAGAZINE THALASSA : LES MERS PROMISES. — Samedi 25 décembre, FR 3, 20 h.

Sur les rivages du Lac de Tibériade, en Israël, les pêcheurs se demandent qu'il leur arrive. Celui-là auquel même la mer et le vent obéissent, celui-là qui allait multiplier le pain et les poissons. Le lac s'appelle aussi mer de Galilée, une mer d'eau douce qui deviendra un lieu de ralliement pour l'Eglise chrétienne. Mais, avant, dans l'Ancien Testament, on parlait d'autres mers : de la mer Rouge, coupée en deux pour que Moïse, sur la route de la Terre promise, échappe à ses poursuivants, et aussi de la mer Morte, lieu de refuge et de méditation dans le désert (les manuscrits retrouvés le disent). Bien plus tard, ce sera l'épopée du christianisme : de saint Paul aux croisades, la Méditerranée se transforme en symbole. Ce magazine spécial retrace l'histoire de ces quatre mers. Des spécialistes, des religieux, des autochtones témoignent.

ATELIER DE CRÉATION RADIOPHONIQUE : LE FLIPPER BANALISÉ. — Dimanche 2 janvier, France-Culture, 20 h. 40.

Occasionnels, habitués, fanatiques, névrosés : ils jouent ou ils ont joué au flipper, qui ne l'a fait un fois ? Dans les 360 000 cafés de France, on compte plus de 100 000 flippers : un record mondial. Le bruit familier de la machine à sous, les images de western, de conquêtes spatiales ou de violence qui s'éclairent en mesure sur l'écran du jeu, à quel point celui qui s'acharne contre la bille, collé à la machine, debout, absent, ailleurs, à côté de tout ? Andrew Orr et François Roche ont étudié pendant une année les comportements de ces « flippomanes », cherché à savoir comment cette passion

si répandue peut compenser la solitude ou l'échec des relations avec l'autre. Ils expliquent aussi l'industrie des flippers (les appareils sont importés des Etats-Unis), et ce qu'un passe-temps si anodin rapporte à ceux qui l'organisent (le flipper tient après le P.M.U. le second rang des jeux d'argent). Roger Caillols a écrit sur le sujet : son texte, lu par un enfant, illustre cette émission montée comme une partie de flipper. Une belle partie.

LA VEILLÉE DU 31 DÉCEMBRE

TF 1. — Après le show de Jerry Lewis (22 h. 20), TF 1 a choisi d'élever les télespectateurs vers les astres et de les promener, depuis l'observatoire de Nice, sur la Lune, Saturne et Jupiter, avec l'émission de Robert Clarke et Nicolas Skrotzki « Les Soleils de la nuit » (à partir de 23 h. 20). Des artistes de variétés participent à ce divertissement. Entre autres, Guy Béart.

A 2. — Rire et chansons sur la deuxième chaîne, à partir de 22 h. autour de Jacques Martin et avec Gilbert Bécaud, Judy Garland, Liza Minnelli... Avant les « Brigades du Tigre » (à 1 h. du matin).

FR 3. — « Bonne année, chers administrés », souhaite l'équipe du magazine « Vendredi » : à partir d'une enquête sur l'administration, un pot-pourri de chansons et de la danse. Cinéma de minuit exceptionnel, à 0 h. 30 : « Arabesque », de Stanley Donen.

FRANCE-CULTURE. — « Souvenir... Souvenir... à partir de 23 heures. Des nombreux invités (entre autres M. Arthur Conte et Cora Vaucaire...) évoquent les 1^{er} janvier qu'ils ont déjà vécus.

FRANCE-INTER. — Deux heures (de 20 à 22 h.) avec le « Hollywood Parade » de Claude Villers et Patrice Blanc-Francard, qui mènent la revue des années 20-50 aux Etats-Unis. Les

débuts du cinéma parlant, les premières comédies musicales, la naissance du jazz. De 22 h. à minuit et demi, José Artur et les frères Jolivet rappellent les événements radiophoniques de l'année écoulée.

EUROPE 1. — Dix fois minuit, sur Europe 1 : dix équipes d'animateurs, de journalistes et de techniciens suivent les fuseaux horaires et font vivre en direct le passage de l'année 1976 à 1977 depuis les pays où ils se trouvent : Japon, Philippines, Inde, Koweït, Angleterre, Brésil, Martinique, Mexique, Etats-Unis, Alaska.

R.T.L. — De 19 h. à 24 h., le hit-parade de l'année et veille jusqu'à 5 heures du matin, avec des enregistrements de variétés.

RADIO MONTE-CARLO. — Gérard Klein, Jean-Pierre Foucault et leurs invités, de 22 h. à 5 h. 30 du matin.

HEXAGONAL : RABE- LAIS OU LE PROPRE DE L'HOMME. — Dimanche 2 janvier, FR 3, 19 h.

La naissance de Rabalais, ce fut une drôle d'histoire : les spécialistes, d'ailleurs, hésitent encore sur la date exacte : 1494 ? Mais la naissance de Gargantua racontée par Rabalais, c'est une autre histoire. Et quand Pierre Cavassilas filme cet événement, on arrive au fantastique. Imaginée par Pascal Coppeau, cette « reconstitution » de la jeunesse de Rabalais montre ce que l'on peut faire de meilleur pour la télévision. Composée en huit tableaux, cette « tranche » de la vie de Rabalais entraîne le téléspectateur de Chinon à l'abbaye de Mailleval (en Vendée) en passant par Fontenay-le-Comte, l'érection littéraire déborder les limites du genre : on passe de la réalité au rêve, de l'histoire à la vie quotidienne, de la sagesse à la folie. Une commande de FR 3 - Rennes à Pierre Cavassilas.

Les films de la semaine

LES MALHEURS D'ALFRED, de Pierre Richard. — Dimanche 26 décembre, A 2, 14 h. 55.

Ou Richard-Alfred, le distrait malchanceux dans l'univers des jeux télévisés (on reconnaît bien lesquels). Cela démarre sur les chapeaux de roses, dans le comique qu'il décline, et puis cela languit dans la satire un peu méchante.

LE CAVALIER DU DÉSEPT, de Williams Wyler. — Dimanche 26 décembre, TF 1, 18 heures.

Dans ce western extrêmement sophistiqué, Gary Cooper est le héros venu de nulle part qui arbitre, arme au poing, un différend entre fermiers et éleveurs du Texas. Mais le personnage principal, important, c'est Walter Brennan, le vieux juge Roy Bea.

LE MUR DE L'ATLANTIQUE, de Marcel Camus. — Dimanche 26 décembre, TF 1, 20 h. 30.

Marcel Julian, scénariste, semble avoir accommodé les restes de la Grande Vague pour cette aventure comique du temps de guerre où Bourvil fait de l'espionnage — joue les résistants malgré lui.

ORGUEIL ET PRÉJUGÉS, de Robert Z. Leonard. — Dimanche 26 décembre, FR 3, 22 h. 30.

Mœurs d'une bourgeoisie qui a des filles à marier et esprit de caste des aristocrates propriétaires terriens dans l'Angleterre des années 1800. Le célèbre roman de Jane Austen a été adapté par Aldous Huxley et les dialogues de la version originale sont du plus pur anglais.

ANTOINETTE ET ANTOINETTE, de Jacques Becker. — Lundi 27 décembre, A 2, 16 h. 55.

Le réalisme intimiste de Jacques Becker dans trois jours de la vie d'un couple d'ouvriers parisiens nichés avenue de Saint-Ouen. François Giroud lui, avec Becker et Maurice Griffe, scénariste, dialoguiste de cette histoire où un billet de loterie gagnant (mais perdu) joue un rôle important. Cette chronique attendrie, et juste, de la vie ouvrière dans un quartier populaire de Paris eut un énorme succès.

LES DÉGOURDIS DE LA 17^e, de Christian-Jaque. — Lundi 27 décembre, TF 1, 20 h. 30. Jean Anouilh et Jean Anouilh 1937, aient écrit les dialogues de cette adaptation d'un vaudeville militaire de Morny-Eon est bien ce qui surprend le plus dans un film fidèle au style comique trouper de l'époque. On y verra Fernandel, costumé en Romain du temps de Néron,

participer à une fausse orgie que Saturnin Fabre prend pour une vraie et où Pauline Carton est une « esclave nubienne » qui déteste.

CERTAINS L'AIMENT CHAUD, de Billy Wilder. — Lundi 27 décembre, FR 3, 20 h. 30.

De la difficulté qu'il y a de séduire Marilyn Monroe quand on est un homme travesti en femme et obligé de le rester pour sauver sa peau. De la difficulté qu'il y a à échapper à un vieux milliardaire quand on est un — autre — homme travesti en femme et demandé (e) en mariage.

LE VOYAGE FANTASTIQUE, de Richard Fleischer. — Mardi 28 décembre, A 2, 16 h. 55.

Science-fiction et espionnage de bande dessinée. Un vaisseau sous-marin et ses passagers se baladent dans le corps d'un homme dont il faut opérer le cerveau au laser. Il y a un traître dans l'équipe. Les décors, qui reproduisent l'intérieur de ce corps, sont hallucinants, la traversée des organes est une des plus belles réussites du cinéma fantastique.

L'ENFANT SAUVAGE, de François Truffaut. — Mardi 28 décembre, A 2, 20 h. 30.

Truffaut endosse la personnalité de Jean Duvall, pour raconter la naissance progressive à l'humanité d'un enfant sourd-muet qui vivait comme une bête dans une forêt de l'Aveyron. Peintre de l'enfance, il recrée ici, sans effets, sans pathétique, l'histoire d'une éducation, et nous touche par sa simplicité même. Comme l'art, Truffaut pense que le traitement de l'enfant sauvage « appartenait à la médecine morale », et il le prouve.

LE CLAN DES SICILIENS, d'Henri Verneuil. — Mardi 28 décembre, FR 3, 20 h. 30.

Un jeune loup (Alain Delon) et un vieux truand (Jean Gabin), les fils du clan Sforza, ont un audacieux hold-up avec détournement d'avion. Une collection de poncifs, mais la technique fonctionne à merveille.

LES BELLES DE NUIT, de René Clair. — Mercredi 29 décembre, A 2, 16 h. 55.

Vagabondage poétique sur rêves d'un dormeur (Gérard Philipe) qui veut échapper au quotidien de 1950. La construction du scénario, la minutie de la mise en scène et des gags, le rythme de ballet, sont du meilleur René Clair.

HELLO DOLLY, de Gene Kelly. — Mercredi 29 décembre, FR 3, 20 h. 30.

L'échec de la comédie musicale américaine lorsqu'elle ne

visait qu'un gigantisme, à l'étalage de moyens matériels impressionnants et à un super-show cinématographique. Au lieu de se divertir, on s'ennuie.

Une parade de trois minutes dans Manhattan fin de siècle et un ballet de dix minutes dans une boîte roccoco sont les seuls moments de grâce de ce film pachydermique.

DU GUESCLIN, de Bernard Lohr et Pierre Billon. — Jeudi 30 décembre, TF 1, 16 h. 40.

La France de la fin du quatorzième siècle et les exploits de Bertrand du Guesclin dans une imagerie terne autant qu'édifiante. Bernard Gravel se dépense pour faire croire à son personnage.

BOULEVARD DU CREPUSCULE, de Billy Wilder. — Jeudi 30 décembre, A 2, 16 h. 55.

L'effort capital d'une ancienne star du muet perdue dans ses rêves de gloire passée et que Gloria Swanson, revenue à l'écran pour la circonstance, interprète avec un certain masochisme. Le style noir et cruel de Wilder et la sombre présence d'Eric von Stroheim, génie maudit d'Hollywood réduit au rôle de majordome, donnent une force hallucinatoire à ce cauchemar de la déchéance.

UN MONDE FOU, FOU, FOU, de Stanley Kramer. — Jeudi 30 décembre, FR 3, 20 h. 30.

Conçu pour l'écran du cinéma, ce film, qui est une suite de scènes, burlesques à grande échelle, risque de se trouver un peu à l'étroit à la télévision. Il faut le voir pourtant. Retrouvant la veine comique de l'époque héroïque d'Hollywood, Kramer a donné à rire à chaque minute, tout en réalisant une satire sociale sur le pouvoir dévastateur de l'argent.

DROLE DE DRAME, de Marcel Carné. — Vendredi 31 décembre, A 2, 16 h. 55.

Inspiré d'un roman d'Amour anglais de J. Storer Clouston, une comédie loufoque écrite par Prévert, qui raille les bourgeois, la police et le clergé anglican. Les dialogues caustiques et l'interprétation très brillante ont fait de ce film de Carné une œuvre quasi légendaire.

LA CUISINE AU BEURRE, de Gilles Grangier. — Vendredi 31 décembre, A 2, 20 h. 30.

Fernandel, cuisinier provincial, et Bourvil, cuisinier normand, se retrouvent tous deux propriétaires du même restaurant de Martigues et mariés à la même femme. Une recette comique qui ne donne pourtant qu'un plat indigeste.

ARABESQUES, de Stanley Donen. — Vendredi 31 décembre, FR 3, 0 h. 30.

Parodiant le film d'espion-

nage, Donen se perd dans un scénario abracadabrante et des recherches formelles inutiles. La fantaisie a des semelles de plomb.

FRENCH CANCAN, de Jean Renoir. — Dimanche 2 janvier, A 2, 14 h.

Renoir fait revivre le Montmartre de la Belle Époque aux couleurs de la peinture impressionniste et célèbre, à travers la fondation du « Moulin Rouge », l'art du spectacle comme but de la vie. Un film aussi grave que le Carrosse d'or sous sa légèreté et son pittoresque. Jean Gabin, quin-quagénaire, éclate dans un grand rôle.

LA GLORIEUSE AVENTURE, de Henry Hathaway. — Dimanche 2 janvier, TF 1, 17 h.

Une file des Philippines au début du siècle, sous la protection de l'armée des Etats-Unis. Les indigènes Moros sont des sauvages sanguinaires et Gary Cooper, valeureux médecin, sert l'impérialisme américain. Le soufflé de l'aventure fait tout passer.

LE TÉLÉPHONE ROSE, d'Edward Moll. — Dimanche 2 janvier, TF 1, 20 h. 30.

Scénariste habile, Francis Veber renouvelle la mythologie de la comédie de boulevard en y mêlant des hommes d'affaires américains, un industriel français aux abois et une prostituée de luxe. Réalisateur habile, Moll nous montre la crise sociale dans une fantaisie rose.

LA CHARGE FANTASTIQUE, de Raoul Walsh. — Dimanche 2 janvier, FR 3, 22 h. 30.

Au temps où Hollywood cultivait les héros, Errol Flynn et Walsh pouvaient idéaliser le personnage du général Custer sans que cela tire à conséquence. Custer, d'ailleurs, était démythifié depuis. Errol Flynn reste prestigieux. Il forme un couple romantique avec Olivia de Havilland.

COMMENT EPOUSER UN MILLIONNAIRE, de Jean Negulesco. — Lundi 3 janvier, TF 1, 20 h. 30.

Satire pas bien méchante de la chasse au mari millionnaire par de jolies filles (mannequins) aux dents longues. Betty Grable, ex-pin-up girl, est insignifiante, Lauren Bacall a de la classe, mais on ne voit que Marilyn Monroe, sensationnelle en coquette myope.

L'AFFAIRE THOMAS CROWN, de Norman Jewison. — Lundi 3 janvier, FR 3, 20 h. 30.

Jeu du chat et de la souris entre Faye Dunaway, détective privé perspicace, et Steve McQueen, milliardaire pillier de banques. Les rapports ambigus de ces deux personnages font l'intérêt de ce divertissement un peu laborieux.

ÉDUCATION

Le rapport de la direction des relations culturelles, scientifiques et techniques

tre-vingts pour cent des enseignants français à l'étranger exercent en Afrique

Après une pause d'un an consécutive à la nomination de certains services et à la nomination d'un nouveau directeur, M. Jean Laloy, directeur général des relations culturelles, scientifiques et techniques du ministère des Affaires étrangères (D.G.R.C.S.T.) vient de publier son rapport d'activité pour les années 1975 et 1976-1977. Elle y fait le bilan de son action culturelle et technique.

gré une augmentation des 2 de 8,8 % — le budget de la D.G.R.C.S.T. s'élève à 111,4 milliards de francs en 1976 contre 102,5 en 1975, — la part qui lui est allouée dans le budget de l'État ne s'élève qu'à 0,5 % en 1976, ce qui est inférieur à la part globale des affaires étrangères, soit 1,5 % du budget de l'État. Le budget de la D.G.R.C.S.T. est donc inférieur à celui des autres directions du ministère des Affaires étrangères. Le budget de la D.G.R.C.S.T. est donc inférieur à celui des autres directions du ministère des Affaires étrangères.

Redéploiement

1^{er} janvier 1976, on comptait 27 000 enseignants français exerçant hors frontières, soit un peu plus de 30 000 en 1973 et 32 000 en 1971-1972, un record. Cette diminution est due à la réduction du nombre de postes de professeurs de langues vivantes, à la suppression de certains postes de professeurs de langues vivantes, à la suppression de certains postes de professeurs de langues vivantes.

UN NUMÉRO DE « L'ÉDUCATION » « L'ÉCOLE DANS LA CITÉ »

Le hebdomadaire « L'éducateur » vient de consacrer un numéro spécial à « L'école dans la cité ». Ce numéro est consacré à la situation de l'école dans la cité, à la situation de l'école dans la cité, à la situation de l'école dans la cité.

« L'éducateur », n° 236-239, 2 rue de la République, 75001 Paris.

entreprise par la France pour promouvoir sa langue, sa culture et ses techniques à l'étranger, qu'il s'agisse de l'action relevant directement de la D.G.R.C.S.T. ou de celle du ministère de l'Éducation nationale (Africofrance, l'Institut français, l'Institut de coopération africaine, l'Institut de coopération africaine).

Si l'on répartit les enseignants français à l'étranger par continents, on obtient les chiffres suivants : 21 700 en Afrique, 2 400 en Asie, 1 000 en Amérique du Nord, et 1 200 en Amérique du Sud, et seulement un peu plus de 600 en Europe. L'effort actuel est porté sur l'Afrique anglophone (Anglophone et Nigeria notamment), ainsi que sur certaines régions d'Asie comme Singapour ou l'Indonésie. Un redéploiement s'est opéré aussi dans les établissements d'enseignement français.

BIBLIOGRAPHIE

« INSTITUTICE » de Marie-Madeleine Leloup

A trente-trois ans, Marie-Madeleine Leloup a déjà derrière elle quinze années de collaboration avec l'Institutrice. Elle a écrit, avec l'Institutrice, quinze années de collaboration avec l'Institutrice. Elle a écrit, avec l'Institutrice, quinze années de collaboration avec l'Institutrice.

Remplaçant dans une maternelle du XII^e arrondissement, elle redécouvre l'Institutrice, elle redécouvre l'Institutrice, elle redécouvre l'Institutrice.

« Institutrice », par Marie-Madeleine Leloup. Éditions Robert Laffont.

(73 lycées et collèges), ainsi que dans les instituts et centres culturels français. Tandis que la plupart de ces établissements fonctionnent en France, le lycée Razi, à Téhéran, a dû brusquement augmenter sa capacité pour accueillir les enfants de personnels français en Iran. Des centres culturels ont été créés en multiplicité en Afrique anglophone (Kenya, Malawi, Ghana), au Proche-Orient (Iran, Israël, Koweït), en Amérique latine (Venezuela). D'une manière générale, la politique de coopération culturelle et technique vise de plus en plus à « former des formateurs » plutôt qu'à « transférer des compétences ». La France cherche aussi à diffuser ses techniques et ses savoir-faire. Elle a ainsi financé la construction d'un pont à l'Indonésie. Depuis 1974, date de la réforme de l'É.O.R.T.F., qui s'est traduite par la suppression de la Direction des affaires étrangères et de la coopération (DAEC), ont été réalisées, avec l'aide de Radio-France et de l'Institut national de l'audio-visuel, 6 000 heures de programmes radio-phoniques diffusés dans 13 pays francophones, 6 émissions hebdomadaires réalisées en français, en anglais, en espagnol, et en portugais (pour 17 pays). 4 400 heures de télévision destinées à 23 pays. L'enseignement du français dans les centres culturels est aussi confié de plus en plus à l'audio-visuel. L'Institutrice, comme le meilleur agent de diffusion d'une image « moderne » de la France. — R. C.

(1) Pour la coopération culturelle et technique avec les pays en voie de développement, la France avait dépensé en 1975 l'équivalent de 361,4 millions de dollars. L'Allemagne fédérale 299,25 et la Grande-Bretagne 178,11.

● A Toulouse, démission d'un directeur d'U.E.R. — M. Raymond Leducq, directeur de l'Unité d'enseignement et de recherche de sciences sociales de l'université de Toulouse-le-Mirail (Toulouse II) et trois autres enseignants membres du conseil d'U.E.R., viennent d'annoncer leur démission. Ils jugent impossible d'assurer l'enseignement dans des conditions satisfaisantes à la suite de la réduction de plus des deux tiers des crédits de l'U.E.R. Ils ont demandé la démission de leur directeur, qui les a contraints à licencier de nombreux chargés de cours ou à risquer d'interrompre des enseignements en cours d'année. Les crédits de l'U.E.R. sont en effet de 69 % pour l'ensemble de l'université. Mais les sociologues estiment aussi qu'à l'intérieur de l'établissement, l'on n'a pas tenu compte de l'accroissement du nombre des étudiants de sociologie (30 % pour l'ensemble des années d'études) par rapport à 1970-1971. Ils ont demandé la démission de leur directeur, qui les a contraints à licencier de nombreux chargés de cours ou à risquer d'interrompre des enseignements en cours d'année. Les crédits de l'U.E.R. sont en effet de 69 % pour l'ensemble de l'université. Mais les sociologues estiment aussi qu'à l'intérieur de l'établissement, l'on n'a pas tenu compte de l'accroissement du nombre des étudiants de sociologie (30 % pour l'ensemble des années d'études) par rapport à 1970-1971.

R. C.

ANCIENS COMBATTANTS

M. ANDRÉ BORD ET LA RECONNAISSANCE DES DROITS DES ANCIENS COMBATTANTS D'AFRIQUE DU NORD

André Bord, secrétaire d'État aux anciens combattants, a reçu samedi une délégation de la Fédération nationale des anciens combattants d'Afrique du Nord (FNAC). Selon le secrétaire d'État, M. Bord aurait fait valoir qu'il n'existe pas de statut particulier au sujet des anciens combattants en Afrique du Nord et les ayant droit bénéficiant d'une pension n'ont pas, depuis 1962, été considérés comme des anciens combattants.

Le secrétaire d'État a ajouté que le statut de 1977 permettait aux anciens combattants d'Afrique du Nord de bénéficier d'une retraite anticipée et qu'il avait personnellement écrit au ministre de l'Intérieur, M. Bayrou, de la possibilité d'accorder aux fonctionnaires la même pension double, comme pour les autres combattants.

responsables de la FNAC ont déclaré que la reconnaissance de l'État sur l'égalité des droits de toutes les générations de combattants que ces propositions ne constituaient pas une publication au « Journal officiel ».

En outre, la FNAC constate que le secrétaire d'État n'a pris

aucun engagement au sujet du bénéfice de la campagne double pour les fonctionnaires et assimilés ; que les pensions de guerre d'Afrique et des combats du Maroc et de Tunisie ne seront toujours pas considérées à titre de guerre ; mais à titre d'opérations d'Afrique du Nord, mention avec laquelle la FNAC ne peut être d'accord.

● M. Francis Palmero, sénateur centriste des Alpes-Maritimes, s'inscrit, dans une question écrite posée mercredi 22 décembre au ministère des affaires étrangères, du sort des sépultures civiles françaises en Algérie. Il indique : « Après le regroupement des sépultures de douze mille militaires, une décision oblige au transfert de milliers de tombes civiles de soixante-seize cimetières dans un délai de quatre mois. Le sénateur demande : « La France a-t-elle donné son accord, et dans quelles conditions ? Pourra-t-on, notamment, informer les familles douloureusement atteintes et quelle sera l'importance respectée des crédits affectés par l'État français et l'État algérien à ces opérations, notamment en ce qui concerne le transfert des corps en métropole, afin que soit respectée la dignité humaine ? »

Après Bernard Lemaire, André Spire, Edmond Pleg (tous élus aux Cahiers de la Quinzaine), après Henri Franck (la Danse devant l'arche) et Jean-Richard Bloch (El C), Armand Lunel fait partie de ce que l'on pourrait appeler les « Lettres françaises, domaine juif » ou bien « Lettres juives, domaine français ».

Prix Renaudot en 1926 pour un admirable *Niccolo-Peccavi*, il a été

CORRESPONDANCE

A propos d'Armand Lunel

La surprise que nous avons manifestée dans le Monde du 16 décembre sur le choix d'Armand Lunel comme lauréat du Grand Prix national des lettres nous a valu plusieurs lettres, de lecteurs, et d'Armand Lunel lui-même qui, en raison de sa production postérieure à la guerre (deux romans, un livre de souvenirs, deux de chroniques et son grand ouvrage d'histoire sur les Juifs de Langue), refuse d'être qualifié de « romancier des années 30 ». Il ajoute que *Niccolo-Peccavi* ou l'affaire Dreyfus a été réédité dans la collection de la Bibliothèque de la Pléiade.

D'autre part M. Rabi, de Brion-son (Hautes-Alpes), nous écrit : « Après Bernard Lemaire, André Spire, Edmond Pleg (tous élus aux Cahiers de la Quinzaine), après Henri Franck (la Danse devant l'arche) et Jean-Richard Bloch (El C), Armand Lunel fait partie de ce que l'on pourrait appeler les « Lettres françaises, domaine juif » ou bien « Lettres juives, domaine français ».

Prix Renaudot en 1926 pour un admirable *Niccolo-Peccavi*, il a été

suivi d'Éliane Ponbert (prix de la Renaissance 1933), Roger Ikro (Goncourt 1935), Schwartz-Bart (Goncourt 1939), Anna Langfus (Goncourt 1942), Elle Wiesel (Goncourt 1948), Albert Cohen (Grand Prix du roman 1958), Edmond Jabes (Prix de la critique 1970). Et, en élargissant, on pourrait ajouter cette liste et pourquoi pas, aux prix, mais ces distinctions impliquent l'intérêt du thème majeur de ces œuvres diverses, à savoir la quête, la définition et la prise de conscience d'une identité comme symbole exemplaire de la condition humaine.

Quant à M. Raymond Lemaire, il nous signale qu'Armand Lunel figure dans le Dictionnaire des littératures de Philippe Van Tieghem (3 vol., PUF 1968), sous les quatre lettres suivantes : « Le Romancier français. Son œuvre est pour l'essentiel une description, à la fois pittoresque et réaliste, de l'ancienne colonie juive installée dans le comitat Venaissin (*Niccolo-Peccavi*, 1926 ; *Elther de Carpentras* ; le *Balai de sorcière*, etc.). »

ARTS ET SPECTACLES

Cinéma

« DERSU UZALA », d'Akira Kurosawa

En 1974, Akira Kurosawa, qu'on tempère de ses triomphes (*Rashomon*, *Les Sept Samouraïs*) on avait surnommé « l'empereur », avait pris le chemin de l'exil. Exilé, qu'on dit à une longue suite d'épreuves : le déficit financier de *Barbarossa*, les déboires humiliaires du cinéaste avec Darryl F. Zanuck et la Fox au sujet de *Torajiro*, l'échec de *Dodes' Caizen* (ce film déchirant et subtil), la maladie, une tentative de suicide, le silence forcé.

Il semble que ce soient les Russes qui aient tiré Kurosawa de sa retraite en lui proposant de réaliser un film d'après deux récits de Vladimir Klovitch Arseniev, *Dersu Uzala*, paru en 1907, et *A l'ouest l'Oussour*, publié quatorze ans plus tard. Au départ, c'est à Toshiro Mifune, son acteur préféré, que Kurosawa avait l'intention de confier le rôle principal de l'histoire (celui du vieux guide). Mais Mifune, effrayé par les perspectives d'un tournage particulièrement pénible, déclina l'offre. Kurosawa fit alors appel à un comédien soviétique de soixante-deux ans, Maxime Mouzouk, originaire de la république de Touva (Sibérie centrale), où il dirigeait un théâtre et où il avait joué dans des pièces occidentales. Avant *Dersu Uzala*, Maxime Mouzouk n'avait joué que dans deux films. C'est après l'avoir vu dans le second que Kurosawa l'engagea. Paru soudainement et choisis déterminés : sans Maxime Mouzouk, qui ressemble beaucoup plus à un trappeur qu'à un comédien et

qui incarne son personnage avec un stupéfiant naturel, le film de Kurosawa n'aurait jamais pu être tout ce qu'il est.

Produit par Mosfilm, *Dersu Uzala* bénéficie d'un important budget. Les prises de vues durèrent sept mois et mobilisèrent de nombreux techniciens et figurants. Il fallut dix jours pour réaliser la scène de la tempête. Le thermomètre marquait alors 40 degrés au-dessous de zéro. L'intrigue se situe au début du siècle. Escorté par quelques soldats, un ingénieur russe explore une région sauvage de la taïga sibérienne. Cet ingénieur est intelligent, courageux, il sait beaucoup de choses, mais, dans ce monde inconnu qu'il découvre, tout ce qu'il a appris se révèle inutile. C'est alors qu'un hasard d'une halte il rencontre un vieux chasseur qui lui propose de devenir son guide. L'homme s'appelle Dersu Uzala. Rien ne peut altérer son sang-froid et sa bonne humeur. Depuis de longues années, la forêt est pour lui une compagnie familière. Il en connaît les secrets, les caprices, les dangers et les ressources. A son contact il a acquis des trésors d'expérience et une insaisissable sagesse. Expérience et sagesse qu'il lui fait partager et des épreuves il va communiquer à son compagnon. Quand l'expédition s'achève, l'ingénieur invite le guide à venir se reposer chez lui. Mais Dersu ne peut s'habituer aux mœurs et aux coutumes de la ville. C'est dans sa forêt qu'il veut mourir.

Il y a deux films dans ce film admirable. D'abord un récit d'aventures, riche en incidents dramatiques, en péripéties romanesques. Les voyageurs manquent de se noyer en traversant un fleuve ; ils affrontent la tempête sur une steppe glacée (c'est l'épisode le plus spectaculaire du film) ; ils sont attaqués par un tigre ; ils se heurtent à l'hostilité des cruels khoukous. Tout cela raconté par Kurosawa dans un style puissant et efficace qui nous tient en haleine.

Et puis il y a le reste, qui est de loin l'essentiel. Il y a ce chant profond qu'inspirent au cinéaste la grandeur et la rudesse de la nature. Ces images qui disent la beauté des arbres, la force du vent, la douceur de la neige, le mystère de la vie partout présente. Il y a cette leçon d'humilité que donne à son ami le vieux chasseur, sa soumission aux lois de la forêt, son respect de la taïga et de la flore, ce sens de la solidarité et de la fraternité humaine qui dicte chacun de ses gestes. *Dersu Uzala* est un film si simple que certains seront peut-être tentés de le trouver simpliste. C'est sans doute que ce poème écologique dépasse les poncifs de nos utopies et que son inspiration reste toujours réaliste. Tout en faisant penser à Jack London et à Kipling, il rappelle Tolstoï, dont Kurosawa se rapproche par sa vision quasi religieuse du monde. Moralisme, sentimentalisme, confiance en l'issue du combat que mène l'homme : dans ce récit, où Dersu semble parfois lui servir de porte-parole, apparaît un aspect de la philosophie de l'auteur. Philosophie trop rassurante ? Peut-être. Mais, même s'il refuse l'optimisme et la sérénité de l'œuvre, le spectateur ne pourra pas rester insensible à son lyrisme, à cet extraordinaire sentiment d'apaisement et de bonheur qu'elle provoque. Est-ce l'air de la taïga ? Nous respirons mieux après avoir vu *Dersu Uzala*.

JEAN DE BARONCELLI.

Studio Alpha, Asiequiu, Paramount-Bayes (v.o.).

Musique

« La Vie parisienne » à Toulouse

La Vie parisienne, que les Toulousains ont vue au Capitole, pour les fêtes de fin d'année, est une véritable réussite.

C'est la deuxième version en quatre actes de l'œuvre qui a été retenue par les coproducteurs du Capitole de Toulouse et du Grand Théâtre de Bordeaux. L'opéra, qui a été traité au premier degré en laissant libre cours au rythme et à la franchise voulu par Jacob Ebner (c'est le vrai nom d'Offenbach, dont le père était cantor à la synagogue d'Offenbach, près de Francfort-sur-le-Main). Mettelle et Gabrielle tirent les ficelles d'une œuvre forte comme on les aime sous le Second Empire. Mady Mesplé, dont on connaît le rôle de Gabrielle et Jane Rhodes (même), celle de la courtisane jalouse, tandis que les deux autres

rôles féminins sont interprétés par la diétète Danièle Ahhot (la baronne suédoise) et la foyeuse toulousaine Danièle Castaing (Pauline).

Côté messieurs, le personnage du baron de Gondremark est chanté par Louis Masson. Le ténor de séducteurs (Gardien et Bobinet) est représenté par André Mallabrera et Michel Philippe, et on découvre un extraordinaire grand premier comique avec Jean Christophe dans le rôle de la comédie de la Vie parisienne.

Hubert Monloup, qui a réalisé de somptueux décors noirs et or dans le véritable esprit Napoléon III, a aussi dessiné les costumes, qui contribuent à faire revivre toute une époque. Il avait déjà fait les costumes de la Vie joyeuse, mais sa réussite est plus appréciée dans la Vie parisienne. Michel Plasson, qui dirige la musique avec Alain Paris, considère que l'humour d'Offenbach rappelle celui de Bizet. Il a voulu faire de cette œuvre un modèle de l'anti-vulgarité.

Le dernier acte est le triomphe de la chorégraphie de la Belle Époque avec un french-can-can animé par Louis Orlandi et Vladimir Skouratoff.

LÉO PALACIO.

NOMINATIONS A LA COMMISSION D'AVANCES SUR RECETTES

Par arrêté du secrétaire d'État à la culture en date du 7 décembre 1976, sont nommés pour une durée d'un an, présidents de la commission des avances sur recettes aux films de long métrage : M. Hubert Astier (titulaire) ; M. Jacques Barrot (suppléant). Sont nommés également membres de la commission pour une durée de deux ans : Titulaires : MM. Jean-François Adam, Robert Benayoun, Mme Fanny Berchani, MM. Jean-Claude Carrière, René Jacquet, Mme Marie-José Nat, M. Daniel Tesson du Plantier. Suppléants : MM. Jacques Domolval, Mathieu Galex, Hubert Nioget, Jean-Patrick Manchette, Jean-Daniel Poillet, Michel Lomdieu, Mme Adina de Balaruc.

UGC BIARRITZ VO UGC ODEON VO STUDIO RASPAIL VO CINÉMA OPÉRA VF OMNIA VF PARAMOUNT GALAXIE VF LES 3 MURAT VF LES 3 SEGRETTAN VF G2L Versailles

Des poursuites époustouflantes et un humour grinçant, cynique, parfois cruel.

EN VEDETTE : Trépidante comédie... Brio rigolard et sans un temps mort.

Le spectacle idéal pour jours de fêtes... cocasse, parfaitement louffingue.

AMBULANCES TOUS RISQUES

BILL COSBY RAQUEL WELCH HARVEY KEITEL

Ambulances Tous Risques

Cinema International Corporation

présente ses meilleurs vœux aux lecteurs du Monde
et propose pour leur plaisir
un choix de ses meilleurs films

UGC NORMANDIE-CANED-MIRAMAR-CLICHY PATHE
MISTRAL-BASIC CONVENTION-UGC ODEON
UGC GODELINS-3 MONTY-LIBERTÉ Gare de Lyon
PARLY 2-STUDIO ARGENTEUIL-ALPHA PORT ROSENT-ARTEL
PANTIN-CARREFOUR MONTREUIL-NEVES CRETEL-ARTEL

"Pour rire en famille."
Robert Chazal - FRANCE SOIR
"Optimisme à toute épreuve."
J. de Baroncelli - LE MONDE
"Un film euphorique."
N. Muteau - VALEURS ACTUELLES

LOUIS VELLE FREDERIQUE HEBERARD
UN MARI C'EST UN MARI



DANIEL PREVOST GISELE CASADEUS JACQUELINE JEHANWILF ADOLPH ARMENTO
JANE RHODES
SERGE FRIEDMAN

CONCORDE VO ELYSEES LINCOLN VO IMPERIAL PATHE VF
RICHELIEU GAUMONT VF CLICHY PATHE VF
MONTMARNASSE PATHE VF
LES NATION VF CONVENTION GAUMONT VF MAYFAIR VO
QUARTIER LATIN VO DRAGON VO
THIAIS-SEULE EPAGE CHAMPIGNY-ARTEL PATHE VELIZY 2-STUDIO
SARCELLES-FLANDES ENGHEN-HARY ASNIERES-TRICOLE RUEIL-ARTEL



DU VRAI CINEMA
Michel Drucker
"John Schlesinger... meilleur film depuis
"Macadam cowboy."
Robert Berrou - LE PONT
"Si vous aimez les thrillers nerveux et
agressifs, allez voir "Marathon Man."
François Forrester - L'ESPRESSO
"Combien par ce thriller d'épouvante
superangoissant."
Michel Créteil - LE NOUVEL OBSERVATEUR
"Laurence Olivier... hallucinant."
LE PONT
"Dustin Hoffman... éblouissant."
LE NOUVEL OBSERVATEUR

Produit par ROBERT EVANS - SIDNEY BECKERMAN
Un film de JOHN SCHLESINGER
DUSTIN HOFFMAN
LAURENCE OLIVIER
ROY SCHEIDER
WILLIAM DEVANE MARTHE KELLER
"MARATHON MAN"

Scénario de WILLIAM GOLDMAN
Produit par ROBERT EVANS - SIDNEY BECKERMAN
Réalisé par JOHN SCHLESINGER
Musique de MICHAEL DALL
Distribué par C.I.C.

ELYSEES CINEMA VO HELDER VF REX VF
ROTONDE VF CONVENTION ST-CHARLES VF MISTRAL VF
UGC GODELINS VF CLUNY ECOLES VF
PARLY 2-ARGENTEUIL-ALPHA
CRETEL-ARTEL PANTIN-CARREFOUR RUEIL-ARTEL

Bienvenue
en l'an 2274 !
vous entrez dans...

L'AGE DE CRISTAL
(LOGAN'S RUN)

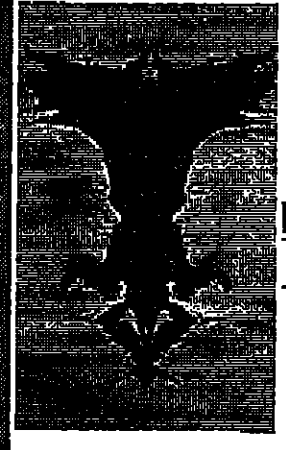


METRO-GOLDWYN-MAYER présente
SAUL DAVID "L'AGE DE CRISTAL" (Logan's Run) - MONSIEUR YVES
JERRY ASUTTER-RICHARD JORDAN-BOSCOE LEE-BROWNE-FARRAH FAWCETT-MAJORS
- PETER USTINOV
Scénario de LOGAN'S RUN - WILLIAM F. NOLAN - GEORGE CLAYTON JOHNSON
Réalisé par JERRY GOLDSMITH
Musique de SAUL DAVID - HARRY MORRIS ANDERSON
Distribué par C.I.C.

3 ELYSEES VO 3 LUXEMBOURG VO
GENE KELLY
DEBBIE REYNOLDS
DONALD O'CONNOR
Chantons sous la Pluie
(SINGIN' IN THE RAIN)
et CYD CHARISSE Un film de STANLEY DONEN



SEUL A PARIS
SAINT-MICHEL VO
5^e MOIS
DINO DE LAURENTIS
un film de
INGMAR BERGMAN
"FACE A FACE"
LIV ULLMANN
UN FILM PARAMOUNT



3 ELYSEES VO 3 LUXEMBOURG VO
LES MARX BROTHERS
au grand magasin (BIG STORE)



3 LUXEMBOURG VO HAUSSMANN VF
un film de
ROMAN POLANSKI
LE BAL DES VAMPIRES
avec JACK MACGOWRAN SHARON TATE ALFIE BASS FERRY MAYNE TERRY DOWNES
PRODUCTION MARTIN BANCROFT - ROMAN POLANSKI - PRODUCTIONS - METRO-GOLDWYN-MAYER
Distribué par C.I.C.



5^e ANNEE LUXEMBOURG VO
HAROLD ET MAUDE
UN FILM PARAMOUNT

CINQUES ST-GERMAIN VO
FESTIVAL
TEX AVERY
UN FILM METRO-GOLDWYN-MAYER

Cinema International Corporation
distributeur des films



LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONFLITS ET REVENDICATIONS

LE LOCK-OUT EST LEVÉ A L'USINE RHONE-POULENC-TEXTILE DE L'ISÈRE

Les discussions menées entre la direction générale de Rhône-Poulenc-Textile (R.P.T.) et les syndicats ont abouti, vendredi 24 décembre, à la levée du lock-out, qui durait depuis un mois (le Monde du 28 novembre) et qui affectait quatre cents ouvriers de l'usine du Péage-de-Roussillon (Isère). Le travail doit reprendre dimanche 26 décembre à 4 heures.

D'autres mouvements se poursuivent

En revanche, d'autres conflits ont débuté ou se poursuivent :

● Les travailleurs postés de l'usine Shell-Chimie de Berre (Bouches-du-Rhône) ont déclenché, vendredi, une grève de quarante-huit heures, à l'appel de la C.F.D.T., pour obtenir l'amélioration des conditions de travail. La C.G.T. ne s'est pas associée à ce mouvement, qui, selon la C.F.D.T., est suivi par 60 % des six cents ouvriers concernés.

● La direction de l'hypermarché Mammouth à Toulouse a décidé de fermer, vendredi 23 décembre, le magasin à grande surface en raison d'un mot d'ordre de grève lancé par la

C.G.T. pour l'après-midi. Le 17 décembre, une grève-surprise des employés, et notamment des caissières, trois quarts d'heure avant la fermeture de l'hypermarché, avait permis à un bon nombre de clients de ne pas payer leurs achats (le Monde du 21 décembre). Selon la direction, le travail pourrait reprendre lundi matin.

● Par 709 voix contre 59, l'assemblée générale des employés grévistes de la Caisse d'épargne de Paris (C.E.P.) ont reconduit leur mouvement, qui en est, ce samedi 25 décembre, à son quatre-vingt-neufième jour. Une entrevue entre les délégués syndicaux et M. Viet, directeur général de la C.E.P., s'est soldée par un échec, ce dernier s'opposant à l'ouverture de négociations portant notamment sur le paiement des jours de grève.

● Un conflit a actuellement lieu au ministère du travail. Le personnel du service des études et de la statistique, qui a déjà débrayé les 7 et 21 décembre, proteste contre « le non-respect des engagements pris par le ministère à l'égard d'un agent contractuel ». Dans un communiqué, la section de la C.F.D.T. déclare que cet agent « avait reçu l'assurance écrite qu'il retrouverait un poste en région parisienne au terme d'un congé sans solde pour formation professionnelle d'une durée d'un an. Or, à son retour, sa réintégration reste soumise à l'acceptation d'un emploi en province, alors que des postes restent disponibles sur Paris. Il se trouve que cet agent, un ministre depuis huit ans, était aussi responsable syndical ».

COMMERCE EXTERIEUR

LE DÉFICIT DE LA FRANCE DÉPASSERA 20 MILLIARDS

(Suite de la première page.)

La dépréciation monétaire a eu des conséquences plus lourdes. La décade du franc, qui a pour effet immédiat de renchérir le coût des importations, aura aujourd'hui, selon les experts, de 6 milliards de francs la facture extérieure. A l'inverse, les pays qui vivent à l'extérieur d'un « cercle vertueux », comme la Suisse et l'Allemagne fédérale, ont à la fois une monnaie saine et des positions solides en matières d'échanges extérieures.

La France, qui a accru sa consommation d'énergie en 1976, se retrouve dans le camp des nations vulnérables. Pour les dix premiers mois de l'année, son déficit à l'égard des pays industriels a été six fois plus lourd qu'en 1975 : 21,2 milliards de francs contre 3,5 des importations comparant ici les frais d'assurance et le fret). Cette faiblesse se retrouve au niveau des secteurs : l'excédent procuré par le commerce des biens de consommation est tombé d'une année sur l'autre de 10,5 à 6,2 milliards de francs, tandis que le surplus des échanges de biens d'équipement restait au même niveau (13 milliards).

Le redressement de la position française passe certes par la maîtrise de l'inflation, mais aussi par une meilleure stratégie et une certaine résistance. A moins que le ralentissement de l'activité annoncée par les chefs d'entreprise, en freinant automatiquement les achats, ne dispense le pays des efforts nécessaires à l'équilibre de son commerce.

MICHEL BOYER.

AGRICULTURE

Le Midi viticole réagit vivement

(Suite de la première page.)

« De grâce, M. Bonnet, commentez le débâcle du marché de la viticulture qui est devenue ou extraméditerranéenne », a demandé M. Achille Gauch, président du Syndicat des viticulteurs de l'Hérault. Le Comité d'agriculture viticole parle, lui, de « nouvelles proportions ».

Pour M. Bonnet, quelques heures après son intervention à Sud-Radio, à quasiment récidivé devant le micro d'Europe N° 1 (le Monde du 25 décembre). Sans outrance de langage, cette fois, le ministre de l'Agriculture a déclaré en substance : il n'y a plus de place pour les producteurs qui font « passer la vitigne ». Plusieurs questions se posent alors :

● S'agit-il d'un brusque changement de politique viticole du gouvernement ? Non, c'est au contraire la conclusion logique de la « politique de qualité » préconisée par le gouvernement, qui qu'en disent les viticulteurs, le Midi ne produit pas que du bon vin. Une étude, réalisée l'an dernier par l'Institut coopératif du vin sur 40 000 caves, montre que pour 27 % la récolte tirait moins de 10 %, que pour 47 % le vin rouge avait une intensité colorante déclinée au total de 30 % la production méditerranéenne en vins de table n'était pas consommable en l'état.

Pour sauver les bons vins méditerranéens, 70 % de la production, que faire ? Après avoir longuement entendu tous les responsables viticoles, le commissaire à la rénovation du vignoble, M. Yves Benoit, a remis un rapport (non publié) dans lequel il propose d'« éliminer » 6 millions d'hectolitres de « piquette ». Autrement dit, de reconverter 100 000 hectares de vignobles de plaine en d'autres cultures. Il

resterait encore 350 000 hectares de vignes.

● Pourquoi M. Bonnet a-t-il lancé le pavé dans la mare à ce moment précis ? Après le drame de Montredon (deux morts), en mars dernier, un armistice avait été conclu dans cette « guerre du vin » allumée en 1974. Les Neuf ont assésé les règlements connumaturs ; un Office des vins de table (ONIVIT) a été mis en place, ainsi qu'une organisation interprofessionnelle. Les importations de vin d'Italie ont légèrement diminué par rapport à 1975 et les vins méditerranéens se vendent bien (2 millions d'hectolitres pour la deuxième semaine de décembre) et à un prix moins défavorable (plus de 10 F le degré hecto). En dépit de quelques mouvements d'humeur, où les viticulteurs restent calmes. Les conditions sont presque idéales pour que le gouvernement examine sereinement les conclusions du rapport de M. Benoit, le 19 janvier prochain. Par ces propos, M. Bonnet a sans doute cherché à attirer l'attention sur ce dossier ; mais le ton n'était pas le bon.

● Le ministre de l'Agriculture ne veut pas, en effet, « la mort de la viticulture méditerranéenne ».

S'il entre bien dans ses intentions de réduire de près du quart la surface du vignoble languedocien, c'est pour le reconstruire, en profitant des possibilités régionales d'irrigation, vers des cultures annuelles, telles que les céréales ou le soja. Mais les viticulteurs ne veulent pas en entendre parler. Ce monde vigneron, d'ailleurs, cinq cent cinquante coopératives viticoles se chamaillent, les syndicats uniques rivalisent avec les confédérations de viticulteurs, où les comités d'action « officieux » terrorisent les représentants professionnels officiels, ne veut pas admettre qu'un tel projet n'est pas justifiable d'un même traitement, que tous les vins ne sont pas bons parce qu'ils sont nés dans le même terroir. Les maux du Midi sont mis sur le compte d'autrui, ceux qui châtiment ceux qui importent, ceux qui font de mauvais vins en Italie ou ailleurs ceux qui ont colonisé l'Occident. M. Bonnet a commis une erreur psychologique. Son coup de guet contre les mauvais vignobles — difficilement acceptable dans la forme — provoque une réaction de rejet qui risque de retarder encore le redressement de la situation dans le Midi.

ALAIN GIRAUD.

L'art de se détruire

(Suite de la première page.)

La France est, on le sait, à l'avant-garde de la science démographique ; il est bien peu de domaines scientifiques où la première place puisse être revendiquée par notre pays ; l'influence française a été considérable dans le monde, qu'il s'agisse des méthodes, de

l'analyse des populations, de la connaissance des phénomènes ou de la démographie historique. De résultats importants ont été obtenus, mais il ne s'agit pas d'un souvenir.

Il existe un Fonds des Nations unies pour les activités en matière de population (F.N.U.A.P.), qui exerce dans le monde une action importante, dont nul ne conteste plus la nécessité. La contribution française de la France, 100 000 dollars, est inférieure au dixième de celle de la Belgique. La France se trouve loin du Danemark (2 millions), du Royaume-Uni (4 millions), de la Norvège (5 millions), du Canada (5), de la Suède (7), de l'Allemagne fédérale (7), des Pays-Bas (8), du Japon (9), etc. En face de sa contribution de 100 000 dollars, la France bénéficie d'apports environ quinze fois plus importants de la part du Fonds pour les activités de longue portée dans le domaine de la population.

Du fait de cette carence, difficile à croire, diverses institutions francophones sont menacées. Certes, dans le principe, la cause de la France est loin de s'identifier avec celle de la langue française, héritage culturel dont bénéficie à égalité une vingtaine de nations. Certes, une défection de l'Angleterre n'entraînerait aucune désaffection de l'anglais. Mais les conditions sont bien différentes. Déjà, le CEDOR (Centre démographique ONU-Roumain), institut placé à Bucarest et remarquablement dirigé par le professeur roumain Athanase, a vu ses crédits réduits à la limite de la décadence. D'autres organismes, tels que l'IFORD, institut d'enseignement démographique français, situé à Yaoundé, et le CIRD, organisme de coordination générale, situé à Paris, sont menacés par ricochet, sous des prétextes divers.

Il reste à connaître les causes de cet étrange monochisme. Est-ce l'héritage de l'inversion de Gaule à l'égard du « machin » ? Nous hésitons à le penser. Le gouvernement croit-il avec tant de Français qu'il ne se passe rien de bien intéressant au-delà des murailles de l'hexagone ? D'autres signes semblent malheureusement confirmer un tel isolationisme suicidaire. En deux lieux très hauts, la langue française (et, avec elle, la culture) n'est ni défendue ni considérée.

A tout le moins, pleine lumière devrait être faite sur cette attitude déconcertante, profondément malséante, dont on voudrait tout au moins, qu'elle ait été édictée.

ALFRED SAUVY.

RÉGIONS

Corse

LES « ADVERSAIRES » DOIVENT ACCEPTER UN DIALOGUE estime le clergé

Dans un appel aux chrétiens de Corse, à l'occasion de Noël, lancé par le conseil presbytéral d'Ajaccio auquel s'associe pleinement Mgr Jean-Charles Thomas, évêque de l'Eglise de Corse, le clergé s'inquiète de la situation de violence dans laquelle vit l'île avec « son cortège de piétistes, de brimades et de condamnations sans appel ». « Certains connaissent la tentation de considérer cet afflux de violence comme positif en ce qu'il manifesterait un progrès dans la prise de conscience des problèmes », affirme-t-il. Mais le plus grand nombre ressent cette ambiance de violence comme une insulte à la dignité de l'homme.

Au-delà des actions violentes et de la répression, l'Eglise dénonce « les situations d'injustice maintenues avec un large consentement, comme si elles faisaient partie de droit de la vie sociale ». A son avis, il est un autre genre de violence, plus subtil et qu'on accepte bien rarement de connaître : celui de l'indifférence. « Quelqu'un ne fait pas son travail, ne prend pas ses responsabilités, ne reconnaît pas les droits des autres, laisse traîner les affaires ou fait la sourde oreille aux demandes justifiées et réitérées calmement, engendrant, par ses manières d'abord et de plus en plus, la réprobation, et parfois la rébellion ».

« L'attitude correcte nous semble résider dans la prise de contact direct entre les opposants afin de commencer un face-à-face, sinon un dialogue. Mieux vaut se rencontrer en « adversaires », manifester ses options différentes et s'en expliquer, exposer les causes du conflit et proposer des solutions, même partielles », conseille le clergé.

● LA CORSE DÉPARTEMENT D'OUTRE-MER ? — « Nous sommes un département d'outre-mer », a déclaré M. Alexandre Sanguinetti, le mardi 21 décembre, devant la jeune chambre économique de Bastia. C'est la seule situation juridique institutionnelle qui permet, sans mettre en cause l'unité nationale, d'accroître un statut particulier. Nous devrions pouvoir présenter ce projet à l'Assemblée nationale à la session de printemps ».

TRANSPORTS

● DES BÉNÉFICES POUR LA SAS — La compagnie scandinave SAS a réalisé, au cours de l'exercice qui s'est terminé le 30 septembre dernier, un bénéfice avant déduction des impôts de 43 millions de couronnes suédoises.

Aquitaine

Le Verdon, pari de Bordeaux

Une tête de pont pour l'Amérique

Pour répondre au souhait récemment formulé par M. Giscard d'Estaing de voir « la France affirmer et développer sa vocation maritime », il faut disposer de ports modernes et efficaces. Le port autonome de Bordeaux veut, au même titre que Marseille, Le Havre ou Dunkerque, attirer à lui, notamment au Verdon, les grands navires porte-conteneurs.

Bordeaux. — Le mardi 2 novembre 1976 restera une date historique pour le port de Bordeaux. Ce jour-là, le Verdon, situé à l'extrémité de la rive gauche de l'estuaire de la Gironde, a accueilli son premier navire « porte-conteneurs », de l'armement italien Italia, assurant la liaison avec les Etats-Unis et le Canada. Depuis, un navire d'Italia accoste chaque semaine. Bordeaux, et port d'estuaire, est devenu depuis la mise en service en 1987 du terminal pétrolier du Verdon, l'un des ports français susceptibles d'accueillir les plus gros navires. Avec la création d'un « terminal » à conteneurs et l'aménagement d'une première tranche de 100 hectares sur la zone industrielle du Verdon, Bordeaux se dote maintenant d'un « port extérieur ». Celui-ci devrait, dans les dix prochaines années, stimuler les habitudes régionales et briser les habitudes.

« Le Verdon sera le poumon de l'Aquitaine », déclarait, il y a quelques mois, M. Daniel Dousdin, encore préfet de région. Le « terminal » du Verdon devrait, espère-t-on, combler le vide existant sur toute la façade atlantique. On réduira ainsi les distances d'acheminement terrestre de nombreux conteneurs, dont le trafic sur l'ensemble du territoire, est estimé à annuellement à 2 800 000 tonnes.

« Le Verdon est l'avant-port français le plus proche du continent américain », affirme M. Edmond Lespine, directeur de l'exploitation du Port autonome de Bordeaux. « Pour les exportateurs de cognac et de vin, par exemple, il est donc plus intéressant de passer par le Verdon que par Le Havre ou Marseille ».

M. Lespine ajoute : « Il en est de même pour les industriels toulousains, qui auront intérêt à utiliser le nouveau port plutôt que celui de Marseille, car ils gagneront quatre jours sur le trajet de New-York ».

L'acheminement des marchandises conteneurisées du Sud-Ouest vers les ports de la Manche, de la mer du Nord ou de la Méditerranée se fait actuellement aux charbonniers au minimum 19 dollars la tonne, ce qui constitue un lourd handicap. Le trafic de conteneurs détourné vers ces ports est estimé à 800 000 tonnes par an. L'utilisation du port du Ver-

don permettrait une économie annuelle de 80 000 000 de francs.

Enfin, le port du Verdon donnera un coup de fouet à l'activité de Bordeaux, dont le trafic maritime n'a atteint que 12 millions de tonnes en 1975 (contre 18 millions à Bilbao). Ces chiffres en main, M. Jean-François Pinat (député républicain), porte et député de Bordeaux, a déclaré : « Pas de Verdon, plus de Bordeaux ».

Le nouveau port possède d'autres atouts : une profondeur d'eau (13 mètres) sous les plus basses mers, qui autorise l'accostage quelle que soit la marée. Une manutention ininterrompue vingt-quatre heures sur vingt-quatre y compris les dimanches et jours fériés. « C'est le seul port européen qui offre une telle possibilité », soutient M. Jean Denery, directeur du bureau central de la main-d'œuvre du port de Bordeaux.

Un point noir toutefois : la desserte routière. Il n'existe qu'une route reliant le Verdon à Bordeaux. Une route malaisée sur laquelle 16 kilomètres seulement de chantiers d'élargissement ont été entamés et financés par la région et le département.

Un brassage formidable

Le Verdon peut-il être demain un concurrent sérieux pour Fos, Le Havre ou Antwerp ? Il faudrait briser les habitudes, déclare-t-on au port autonome. Ce n'est qu'en 1989 que les pouvoirs publics décideront d'équiper la façade atlantique en installations modernes. Or les principaux exportateurs de la région, depuis de nombreuses années, avaient pris le chemin des grands ports du Nord, belges, français ou hollandais.

Si le projet portuaire du Verdon ne soulevait pas de controverses majeures, il n'en fut pas de même pour la zone industrielle (prévue à terme sur 10 000 hectares) centrée sur le port et s'étendant sur les communes du Verdon et de Soulac. Les pouvoirs publics semblent encore retarder aujourd'hui de créer, sur l'estuaire de la Gironde, un nouveau Fos, bastion de pollution, évidemment. « Il est plus ra-

ce financières du port de Bordeaux s'amenuisent : son trafic a baissé de 16,8 % entre 1974 et 1975 (le plus fort pourcentage des ports autonomes). Enfin, la capacité d'autofinancement du port, comparée aux investissements qui sont à sa charge, a été (comme à Nantes, comme à Saint-Nazaire) négative en 1975 (-0,051), alors que Marseille, par exemple, a pu autofinancer 27 % de ses investissements.

Cette modernisation exige des efforts financiers considérables, d'autant qu'il faut toujours entretenir les chenaux et les passes qui s'ensablent. Or les ressource-

De notre envoyé spécial

sonnable d'entretenir une zone industrielle de 800 hectares, à l'heure où le pétrole coûte 100 hectares viennent d'être remblayés et sont « opérationnels ». Mais qui va venir s'y installer ? Une récente pétition signée par 15 000 riverains a dit « non » à la pétrochimie. Face à l'inquiétude de la population, les élus, les représentants de l'administration et les responsables du port de Bordeaux ont décidé de faire procéder à une enquête écologique afin de déterminer le « point noir » de la zone industrielle.

Cette enquête permettra d'établir une « charte » écologique à laquelle tout industriel venant s'installer au Verdon devra s'engager, existe également des conditions strictes qui facilitent la situation des effluents, précise M. Lespine. A chaque mare, il entre et sort 1 million et demi à 2 millions de mètres cubes d'eau dans l'estuaire : un formidable brassage, dont il existe aucun équivalent en Europe.

La médaille a un revers, c'est un pays qui peu bouillonné s'évanouit la vie traditionnelle. « Notre Médoc cultive le progrès, c'est le « finistère » au sens propre du terme », confie un maire d'une petite commune située au bord de la zone industrielle. « Nous sommes sous-développés. Un sous-développement auquel nous nous étions habitués ».

La chasse aux tourterelles interdite, la pêche aux huîtres terminée, les cabanes en bois des ostréiculteurs abandonnées et remplacées par les cuves de pétrole qui se dressent au bord de la Gironde. Le pays a changé.

« La pêche aux huîtres, c'est fini au Verdon », dit d'une voix triste M. Joseph Vinet, ostréiculteur depuis quarante ans. L'envasement des gisements naturels et des parcs provoqué par le dragage et le remblaiement a laissé près de quatre-vingt ostréiculteurs sans travail. « Ce n'était pas toujours drôle mais on vivait tranquillement. Que

l'analyse des populations, de la connaissance des phénomènes ou de la démographie historique. De résultats importants ont été obtenus, mais il ne s'agit pas d'un souvenir.

Il existe un Fonds des Nations unies pour les activités en matière de population (F.N.U.A.P.), qui exerce dans le monde une action importante, dont nul ne conteste plus la nécessité. La contribution française de la France, 100 000 dollars, est inférieure au dixième de celle de la Belgique. La France se trouve loin du Danemark (2 millions), du Royaume-Uni (4 millions), de la Norvège (5 millions), du Canada (5), de la Suède (7), de l'Allemagne fédérale (7), des Pays-Bas (8), du Japon (9), etc. En face de sa contribution de 100 000 dollars, la France bénéficie d'apports environ quinze fois plus importants de la part du Fonds pour les activités de longue portée dans le domaine de la population.

Du fait de cette carence, difficile à croire, diverses institutions francophones sont menacées. Certes, dans le principe, la cause de la France est loin de s'identifier avec celle de la langue française, héritage culturel dont bénéficie à égalité une vingtaine de nations. Certes, une défection de l'Angleterre n'entraînerait aucune désaffection de l'anglais. Mais les conditions sont bien différentes. Déjà, le CEDOR (Centre démographique ONU-Roumain), institut placé à Bucarest et remarquablement dirigé par le professeur roumain Athanase, a vu ses crédits réduits à la limite de la décadence. D'autres organismes, tels que l'IFORD, institut d'enseignement démographique français, situé à Yaoundé, et le CIRD, organisme de coordination générale, situé à Paris, sont menacés par ricochet, sous des prétextes divers.

Il reste à connaître les causes de cet étrange monochisme. Est-ce l'héritage de l'inversion de Gaule à l'égard du « machin » ? Nous hésitons à le penser. Le gouvernement croit-il avec tant de Français qu'il ne se passe rien de bien intéressant au-delà des murailles de l'hexagone ? D'autres signes semblent malheureusement confirmer un tel isolationisme suicidaire. En deux lieux très hauts, la langue française (et, avec elle, la culture) n'est ni défendue ni considérée.

A tout le moins, pleine lumière devrait être faite sur cette attitude déconcertante, profondément malséante, dont on voudrait tout au moins, qu'elle ait été édictée.

ALFRED SAUVY.

FAITS ET CHIFFRES

● ATTENTAT CONTRE UN LOCAL DE LA C.G.T. A MELUN — Dans la nuit du 23 au 24 décembre, trois agents incendiaires, après avoir incendié les locaux de l'Union C.G.T. de Seine-et-Marne, à Melun, ont provoqué d'importants dégâts matériels. Neuf organisations syndicales et politiques (C.F.P.T., F.N.C., M.R.G., C.G.T., C.F.D.T., F.N.C., M.R.G., U.N.C.L., M.J.C.F.) appellent à manifester à Melun le 27 décembre, à 11 heures, pour protester contre la manifestation du pouvoir à l'égard de groupes faibles d'extrême-droite, qui, selon ces organisations, ont déjà impunément commis un attentat contre le siège du P.C.F. à Melun.

BAISSE
USSE DU

La vérité

مقام التمثيل

LA SEMAINE FINANCIÈRE

LES MARCHÉS DES CHANGES

BAISSE DU DOLLAR HAUSSE DU DEUTSCHEMARK

Le DOLLAR, hausse du SCHEMAREK, bonne tenue... C'est une défense du FRANC... La LIVRE STERLING s'est bien comportée. Le contrat est... Les bons nouvelles n'ont pas manqué : le prêt du F.M.I. à la Grande-Bretagne est maintenant acquis, et la Banque d'Angleterre a laissé entendre qu'elle allait freiner la tendance à la baisse des taux d'intérêt outre-Manche. On notera cependant que ces bonnes nouvelles peuvent être... à cette époque. Une... il faut évoquer l'évolution des taux d'intérêt des deux...

moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre
(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

Libre	\$ U.S.	Franc suisse	Franc belge	Franc français	Marcs	Yen	Florin	Lira italienne
1,6875	1,6875	5,4105	4,1326	3,9843	61,1331	4,1723	1,465,69	1,465,69
1,6750	1,6750	5,4105	4,1326	3,9843	61,1331	4,1723	1,465,69	1,465,69
1,6750	1,6750	5,4105	4,1326	3,9843	61,1331	4,1723	1,465,69	1,465,69
1,6750	1,6750	5,4105	4,1326	3,9843	61,1331	4,1723	1,465,69	1,465,69
1,6750	1,6750	5,4105	4,1326	3,9843	61,1331	4,1723	1,465,69	1,465,69
1,6750	1,6750	5,4105	4,1326	3,9843	61,1331	4,1723	1,465,69	1,465,69
1,6750	1,6750	5,4105	4,1326	3,9843	61,1331	4,1723	1,465,69	1,465,69
1,6750	1,6750	5,4105	4,1326	3,9843	61,1331	4,1723	1,465,69	1,465,69
1,6750	1,6750	5,4105	4,1326	3,9843	61,1331	4,1723	1,465,69	1,465,69
1,6750	1,6750	5,4105	4,1326	3,9843	61,1331	4,1723	1,465,69	1,465,69

Les reproductions dans ce tableau des cours pratiqués sur les marchés des changes. En conséquence, les prix indiqués ne représentent pas la contre-valeur en francs d'un dollar, d'un florin, de 100 deutschemarks ou de 100 francs belges et de 1 000 francs.

La vérité sur les bilans

Comme on le sait, le gouvernement a fait voter par le Parlement la dévaluation des actifs non amortissables, mesure d'un coût budgétaire nul. En revanche, la dévaluation des actifs amortissables, dont le coût est jugé prohibitif par la Direction générale des impôts en raison du gonflement des amortissements déductibles, est remise à l'étude. En attendant, MM. Delmas-Marsalet et Monnerie proposent que, dans une phase transitoire, les sociétés soient tenues de produire en annexe à leurs bilans et dans un but de stricte information financière leurs résultats corrigés annuellement de déduction budgétaire, comme elles vont être obligées de le faire aux Etats-Unis. Une telle adjonction risquerait, évidemment, de conduire à des résultats parfois surprenants, qui ne seraient pas toujours du goût des actionnaires. A cette occasion, la COB a annoncé qu'elle acceptait à nouveau les rapports du cabinet britannique de révision comptable Price Waterhouse, rayés de sa liste en mai dernier pour avoir fourni des conclusions erronées lors de l'introduction officielle des actions de la société Voyer à la Bourse de Paris en mai 1975 (le Monde a daté du 31 mai 1975). A tout pécheur miséricorde...

Bourse de Paris

Semaine du 20 au 24 décembre 1976

Une hausse rituelle

Décidément, la Bourse de Paris a un solide sens de la tradition. Que le ciel soit bleu ou gris, que les auspices soient favorables ou non, les locataires du palais Brongniart ont toujours salué d'une hausse des cours l'approche des festivités de Noël. Cette année, la coutume a été respectée. D'un vendredi à l'autre, les différents indices mesurant l'évolution des valeurs françaises ont progressé de près de 2 %.

Les trois premières séances de la semaine auguraient pourtant mal de la suite. La corbeille paraissait désertée. Les cotations se dévalaient dans la plus grande indifférence. Les courants de transactions eux-mêmes semblaient taris. Contre toute attente, même l'intervention télévisée du président de la République, mardi soir, ne tira pas, le lendemain, la Bourse de sa léthargie. La séance de mercredi coïncidait pourtant avec la réponse des primes, traditionnellement marquée d'un regain d'activité. Il fallut cependant attendre jeudi, jour de la liquidation générale des opérations à crédit, pour enregistrer les premiers frémissements de hausse. Les échanges d'actions augmentèrent de 15 % à terme, et de 30 % au comptant. A la veille du week-end, en dépit (ou grâce à) d'une contraction du volume d'affaires, le mouvement de redressement se fit plus brutal, ne laissant dans l'ombre qu'une quinzaine de valeurs sur près de cent quatre-vingt cotées à terme.

Le nouveau terme boursier, qui s'étend jusqu'au 21 janvier 1977, commence donc plutôt brillamment. Depuis sept ans, régulièrement, ce mois a toujours été souriant pour les opérateurs. Là encore, la coutume va-t-elle se perpétuer ? Peut-être. Il reste, qu'au-delà du folklore, il est d'autres explications de cette forte hausse de fin de semaine.

On peut citer pêle-mêle, la détente (provisoire sans doute) qui semble s'opérer sur le front social en France. L'excellente tenue de Wall Street qui joue toujours un rôle d'entraînement pour les Bourses européennes, et le redressement du franc sur le marché des changes. Enfin, et ce n'est pas le moins important, rappelés que souvent les gérants de portefeuille, des banques ou des charges d'agent de change procèdent, lors des dernières séances de l'année, à un ultime « ravalement » des comptes de la clientèle. La technique consiste à passer quelques ordres d'achats sur des titres ayant beaucoup souffert, afin de les rendre plus « présentables ». Dans les marchés creux d'aujourd'hui, la tâche est assez aisée.

Les valeurs étrangères ont progressé. Seules les mines d'or ont fléchi. Sur le marché de l'or, peu actif, le lingot a gagné 75 F à 21 190 F et le napoléon 3,50 F à 231,50 F.

PATRICE CLAUDE.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Fermé

Wall Street a encore fait preuve de fermeté au cours d'une semaine restreinte à quatre séances par suite de la célébration de Noël. L'indice Dow Jones gagnait encore plus de 12 points à 985,62 contre 974,05. Lundi, le marché était encore restreint, mais les augmentations de prix du pétrole annoncées le vendredi précédent, et l'indice perdait plus de 6 points. Mais, le lendemain, l'optimisme réapparut. Les bonnes nouvelles et succédant à la poursuite du ralentissement du taux d'inflation en novembre, forte progression des revenus particuliers, augmentation des commandes de biens durables, nouvelle baisse des taux d'intérêt.

LONDRES

Bien orienté

Le marché de Londres a confirmé sa hausse de la semaine précédente, stimulé par la baisse des taux d'intérêt (voir en rubrique « Marché monétaire »), par la bonne tenue de la livre sterling et par les résultats encourageants du dernier sondage pratiqué auprès des chefs d'entreprise. Très animé lundi sur des achats émanant de gros investisseurs institutionnels, le marché est devenu plus calme à l'approche du week-end de Noël, mais la hausse fut assainie encore mercredi, les valeurs anglaises accentuant leurs progrès initiaux pour s'établir à leur plus haut niveau depuis trois mois.

Après un bond initial, notamment celui de British Petroleum, les pétroles ont fluctué irrégulièrement. Les mines d'or ont varié, les prévisions optimistes du président de Rand Selection ne les ayant guère stimulées. Indices du « Financial Times » : Industriels, 343,4 contre 334,8 ; Fonds d'Etat, 50,73 contre 50,05 ; Mines d'or, 116,9 (inchangé).

	Cours 17 déc.	Cours 23 déc.
Bovater	181	175 1/2
Brit Petroleum	174	172 1/2
Charter	123	121 1/2
Courtauld	94	94
De Beers	187	190
Free State Gold	11	9 7/8
Gr. Univ. Stores	413	413
Imp. Chemical	311	322
Shell	424	444
Wickens	134	140
War Loan	24 1/2	25 3/8

MARCHÉ DE L'OR

	Cours 17-12	Cours 24-12
Or fin (tulle en barre)	2110	2126
Or fin (tulle en lingot)	2115	2130
Pices fines (20 gr.)	228	230 50
Pices fines (10 gr.)	200	202
Pices fines (5 gr.)	200	202
Pices fines (2 gr.)	189	187
Pices fines (1 gr.)	146	137
Sauvage	211 20	207 10
Severin (Londres)	206 50	207 50
Demeter	223	216 50
Pices de 25 dollars	1012	998 40
1 dollar	357	338 80
50 pence	884	878
20 marks	156	158 10
10 florins	201	201 50
5 roubles	105	105

FRANCFORT

Raffermissement

Les marchés allemands se sont raffermis au cours d'une semaine réduite à quatre jours par les fêtes. Stables au début, les cours se sont penchés à la hausse, les opérateurs jugeant favorables les perspectives qui s'ouvrent pour la prochaine année. Les transactions sont restées limitées néanmoins.

	Cours 17 déc.	Cours 23 déc.
AEG	81,40	82,49
B.A.S.F.	157,80	157,50
Bayer	134,50	134,50
Commerzbank	182	181
Dresdner	139,20	139,10
Manneberg	173,20	175,50
Siemens	228,80	234,20
Volkswagen	132,80	136

TOKYO

La hausse se poursuit

La hausse s'est poursuivie sur le marché de Tokyo, où la formation du cabinet du nouveau premier ministre, M. Fukuda, a exercé un effet stimulant. Très fermes en début de semaine, les valeurs japonaises subissaient des prises de bénéfices, puis s'orientaient à nouveau à la hausse en fin de semaine dans un climat de confiance renouvelé.

	Cours 17 déc.	Cours 23 déc.
Indices Dow Jones	942,29	942,29
contre 4 793,85		
Fuji Bank	—	—
Honda Motors	722	731
Mitsubishi Electric	872	799
Mitsubishi Heavy	125	131
Sony Corp.	2710	2880
Toyota Motors	1150	1160

LE MARCHÉ MONÉTAIRE

Légère tension

Le lent mouvement de baisse qui, en trois semaines, avait ramené les taux d'intérêt sur le marché monétaire de 10 7/8 % à moins de 10 1/4 %, s'est brusquement interrompu cette semaine.

Le franc ayant glissé sur le marché des changes lundi et mardi, la Banque de France provoquait indirectement un relèvement d'un demi-point du loyer de l'argent au jour, porté de 10 3/16 % à 10 3/4 % en deux jours.

Ce relèvement intervenait au lendemain d'une déclaration de M. Barre, réaffirmant que priorité serait donnée à la défense du franc, l'arme des taux continuant à être utilisée.

Apparemment, cette mesure a été efficace, encore que les interventions des banques centrales n'aient peut-être pas été étrangères au rétablissement du franc.

Les liquidités sont, néanmoins, restées abondantes sur le marché monétaire, à la suite de l'adjudication de 5,7 milliards de francs sur effets de première catégorie, valeur 21 et 23 décembre. Il reste que les besoins sont un peu plus importants pour la veille des fêtes, avec les sorties de billets, les échéances de fin d'année et la mise en recouvrement de l'impôt « sécheresse » au plus tard le 23 décembre.

A court et à long, le taux à un mois s'est un peu tendu à 10 5/8 %, mais moins que le taux au jour le jour, tandis qu'à échéance

plus longue, on ne variait guère : les opérateurs continuent à tabler sur une détente des taux. C'est le franc qui fera la décision. En Grande-Bretagne, la Banque d'Angleterre a, comme prévu, abaissé d'un quart de point son taux d'escompte (M.L.R.) pour la deuxième semaine consécutive, le ramenant à 14,25 % contre 15 % au début d'octobre (record historique). La faible ampleur de cette réduction traduit la volonté d'éviter une désaccélération trop rapide, susceptible de compromettre le rétablissement de la livre.

Aux Etats-Unis, la Réserve fédérale se montre favorable à une politique monétaire modérément expansionniste, ce qui entraîne un effacement du taux moyen des « Federal Funds » à 4,63 %. Les crédits bancaires, après avoir modestement progressé, se sont à nouveau contractés.

En Allemagne fédérale, le loyer de l'argent au jour le jour a nettement progressé, atteignant 5,3 %, au niveau le plus élevé de l'année, ce qui fait monter le deutschemark aux dépens du dollar. Cette progression est due aux besoins de capitaux nécessaires à la conversion des réserves obligatoires des banques. Il est possible que la Bundesbank lâche un peu de lest l'année prochaine, si le mouvement de bascule de la monnaie d'outre de l'Atlantique s'accroît.

FRANÇOIS RENARD.

MATIÈRES PREMIÈRES

Hausse du café et du cacao

DENREES. — La flambée des prix ne s'arrête pas sur le café, qui atteint de nouveaux records sur les différents marchés. La hausse est en moyenne de 5 % cette semaine. Depuis le commencement de l'année, les cours ont triplé dans l'ensemble et progressé de 450 % environ depuis juillet 1975, lorsque furent annoncées les premières gelées au Brésil. Ils dépassent même les niveaux touchés en juillet 1974 lors d'un précédent « boom » sur le marché du café. La nouvelle majorité des taxes à l'exportation au Brésil, le renforcement de l'exportation au Salvador et la sensible diminution des exportations de café colombien (5,5 millions de sacs en 1976 contre 6,7 millions de sacs) en 1975 ont contribué à l'augmentation de la demande et de la contrebande, ont vivement stimulé le marché.

Sensible amélioration des cours du cacao. La récolte mondiale de fèves est estimée par une firme privée britannique à 1 368 000 tonnes, en diminution de 9 % sur la précédente récolte. Quant aux bruyères, ils devraient enregistrer en raison de la forte hausse des cours de la laine une augmentation de 3,7 % et revenir à 1 424 000 tonnes. Le déficit mondial pour la saison 1976-1977 est estimé à 80 000 tonnes. Quant au déparlement américain de l'agriculture, il estime la récolte mondiale à 1 414 500 tonnes (-3 %).

Fluctuations peu importantes des cours de la laine sur les divers marchés à terme. Durant le second semestre de la saison en cours, l'offre australienne de laine sera inférieure de 14 % à celle du semestre correspondant de la précédente saison. La production australienne est estimée pour la saison 1976-1977 à 648,8 millions de kilos, contre 748,8 millions de kilos en 1975-1976. L'offre australienne de 2,9 % sur l'augmentation faite en septembre dernier, mais en diminution de 5 % sur la tonne de la saison précédente et de 10 % par rapport à celle de 1974-1975. Il a déjà été donné en Australie 1,81 million de balles, soit 54 % de l'offre totale à un prix moyen supérieur de 31,7 % à celui de la précédente saison. Il est tenu compte de la dévaluation de 17,50 % du dollar australien, mais aussi de la trêve mini-réévaluation qui vient de se produire.

Les cours du coton ont été soutenus à New-York. La récolte brésilienne 1976-1977 serait supérieure de 50 % à la précédente. Les cours du sucre ont poursuivi leur lente progression au Metal Exchange de Londres, malgré l'augmentation des stocks britanniques de métal qui atteignent 595 000 tonnes (+1 475 tonnes).

La progression des cours du plomb s'est accentuée à Londres, avec la reprise de l'utilisation mondiale, il faut s'attendre à un dégonflement des stocks. Actuellement, il y aurait même une certaine pénurie de disponible.

Cours des principaux marchés

du 24 décembre 1976

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

MÉTALLS. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebank) comptant 762 (772,50), à trois mois 815,50 (805,50) ; étain (premier terme) 60,90 (59,90) ; aluminium (lingot) (ach.) 480,00 (480,00) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne) inch. (53) ; mercure (par bouteille de 75 lbs inch. (132) ; Singapour (en dollars des Détroits par picul de 133 lbs) : 1 241 1/2 (1 228).

TEXTILES. — New-York (en cents par livre) : coton mars 75 (73,73) ; mai 76,40 (76,63) ; laine suint mars 163 (160), mai 163 (162). — Londres (en nouveaux pence par kilo) : laine (peignée à sec) 235 (237) ; jute (en dollars par tonne) Pakistan, White grade C inch. (388). — Roubaix (en francs par kilo) : laine mars 25,60 (25,40). Calcutta (en roupies par maund de 82 lbs) : jute 500 (515).

CAOUTCHOUC. — Londres (en nouveaux pence par kilo) : R.S.S. comptant 52-55,50 (51-52,50), Singapour (en nouveaux cents des Détroits par kilo) : 198-198,50 (200-200,50).

DENREES. — New-York (en cents par 100) : cacao mars 142,10 (139,10), mai 136,10 (133,80), sucre disp. 7,45 (7,40), mars 7,75 (8,11). — Londres (en livres par tonne) : sucre mars 118,25 (118,30), mai 127,05 (125,30) ; café janvier 2 760 (2 600), mars 2 808 (2 661) ; cacao mars 1 844 (1 936), mai 1 882 (1 880). Paris (en francs par quintal) : cacao mars 1 642 (1 632), mai 1 640 (1 632) ; café janvier 2 320 (2 155), mars 2 300 (2 157) ; sucre (en francs par tonne) mars 1 175 (1 220), mai 1 185 (1 254).

CÉRÉALES. — Chicago (en cents par boisseau) : blé mars 272 1/4 (266), mai 278 1/4 (270 1/2) ; maïs mars 251 3/4 (248 1/2), mai 257 (254 1/4).

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	20 déc.	21 déc.	22 déc.	23 déc.	24 déc.
Termes	50 056 885	49 033 650	58 650 433	80 058 468	
Comptant	95 247 646	87 545 999	75 827 456	79 861 193	
R. et obl.	81 609 135	33 557 178	30 085 612	39 299 402	
Actions					
Total	226 913 666	170 136 827	164 563 501	199 239 063	218 578 963

INDICES QUOTIDIENS (I.N.S.E.E. base 100, 31 décembre 1975)

Valeurs	76,6	76,4	76,5	77,2	78,7
Francaises	108,3	108,1	108,6	108,6	109,4
Etrangères					

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

(base 100, 29 décembre 1961)

Indic. gén.	61,2	60,8	60,7	61,2	61,8
-------------	------	------	------	------	------

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. ASIE
3. AMÉRIQUES
3. EUROPE
3. AFRIQUE
4. OUTRE-MER
4. POLITIQUE
5. LA FÊTE DE LA NATIVITÉ
DANS LE MONDE
6. JUSTICE
6. FAITS DIVERS

LE MONDE AUJOURD'HUI

PAGES 7 à 13

- Au fil de la semaine : Les bons conseils de la baronne, par Pierre Villanueva-Pomès.
- Lettre de Libébaum (Orvèze) par Paul Demol.
- La philosophie, par Jean Sarrailh.

- RADIO-TELEVISION : la grève des artistes-interprètes : « Professionnels de tous les pays », par Claude Confortis

13. EDUCATION
- 13-14. ARTS ET SPECTACLES
16. LA VIE ÉCONOMIQUE
ET SOCIALE
16. RÉGIONS
17. LA SEMAINE FINANCIÈRE

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (10 à 12)
Informations pratiques (6)
Loterie nationale (6) ; Météorologie (6) ; Mots croisés (6).

SELON « LE DEVOIR »

Le gouvernement de M. Lévesque veut instruire le procès du système fédéral canadien

De notre correspondant

Montréal. — Le quotidien montréalais « le Devoir » affirme, vendredi 24 décembre, que le gouvernement indépendantiste de M. René Lévesque prépare une offensive politique de « grande envergure » qui aura pour but, en 1977, d'« instruire le procès du système fédéral canadien ».

Cette opération a été confiée à M. Claude Morin, ministre des affaires intergouvernementales. Les conséquences des interventions du gouvernement d'Octave au Québec, la « rentabilité » du fédéralisme seront examinées secteur par secteur. Un texte de synthèse sera vraisemblablement, selon le « Devoir », document de base au moment de la campagne pour le référendum sur l'indépendance.

Les différents rapports devraient être publiés les uns après les autres à partir du printemps prochain. Il faut attendre que chacun d'eux soit élargi à l'ensemble du Québec et par le gouvernement fédéral de M. Trudeau. En attendant, la nouvelle équipe au pouvoir accueille avec soulagement la trêve des confiseurs. Le gouvernement québécois a entrepris une révision de la loi 22, qui fait du français la langue officielle du Québec et prévoit les modalités selon lesquelles les enfants seront répartis entre écoles anglophones et écoles francophones. Les tests employés pour cette sélection ont été à plusieurs reprises qualifiés d'« odieux » par le parti québécois au cours de la campagne électorale. Le nouveau ministre de l'éducation, M. Jacques Yvon Morin, a cependant décidé de les maintenir jusqu'à leur suppression prévue au cours de la prochaine session parlementaire en février.

ALAIN-MARIE CARRON.

AYANT OBTENU LA CONFIANCE DU PARLEMENT

Les dirigeants libanais pourront légiférer par décrets pendant six mois

De notre correspondant

Beyrouth. — Les Libanais ont vu un Noël maussade, bien que leur sort se soit considérablement amélioré par rapport au 25 décembre 1975. La sécurité est maintenant assurée sur tout le territoire par la présence des troupes libanaises — presque tous Syriens — de la force arabe de dissuasion. Le calme n'est pas totalement revenu, mais les incidents sont de plus en plus rares.

Le pays après l'entrée en fonction d'un nouveau président de la République, dispose maintenant d'un gouvernement qui, la veille de Noël, présentaient à l'Assemblée nationale, à l'unanimité des soixante-deux députés présents (sur un total de quatre-vingt-dix-neuf), la confiance et des pouvoirs spéciaux lui permettant de légiférer par décrets, pour une

Dans son message de Noël

LA REINE ÉLIZABETH CITE EN EXEMPLE LE MOUVEMENT DES FEMMES IRLANDAISES

Londres (A.F.P.). — La reine Elizabeth cite le Mouvement des femmes irlandaises pour la paix comme un « exemple brillant » des efforts de réconciliation entre les hommes, dans son message de Noël aux habitants du Royaume-Uni et du Commonwealth. Elle évoque les célébrations en 1977 du vingt-cinquième anniversaire de son accession au trône, la reine a déclaré : « Le cadeau que j'apprécierais le plus l'an prochain est que la réconciliation apparaisse dans une croisée de paix et de sécurité aux familles et soient à présent souffrants et déçus ».

Elizabeth II a loué les efforts entrepris à l'initiative de Mme Betty Williams et Mlle Mairead Corrigan en Ulster, où « catholiques et protestants se sont rassemblés dans une croisée de réconciliation pour ramener la paix dans la province ».

En Allemagne fédérale

QUATORZE MEMBRES DU GROUPE BAADER-MEINHOF COMMENTENT UNE GRÈVE DE LA FAIM

Stuttgart (A.F.P.). — Quatorze membres du groupe Baader-Meinhof, incarcérés à Luebeck et à Hambourg, observent depuis le 23 décembre une grève de la faim. Ils ont écrit une lettre aux cinq détenus de Luebeck emprisonnés dans une aile spéciale de la maison d'arrêt où elles se trouvent, dans le noir et dans l'obscurité, et leur ont demandé de leur transmettre leurs salutations et de leur dire que « la grève de la faim est une action de résistance ».

Les industriels français croient de plus en plus

à une baisse de la production

La croissance de la production française s'est interrompue au cours des derniers mois, si l'on en croit les réponses fournies à l'INSEE par les industriels en décembre. Depuis la rentrée, les commandes des requêtes, en effet, sont devenues inférieures aux livraisons et les carnets de commandes, nettement diminués, sont inférieurs à la normale. Quant aux carnets de commandes étrangers, ils s'améliorent pas, bien que l'on assiste à un redressement de la demande à l'exportation.

Le stock de produits finis, qui avaient peu varié jusqu'en novembre, apparaissent plus lourds et sont jugés un peu supérieurs à la normale ; apparemment, le rythme de production, bien que faible, semble excéder légèrement celui des livraisons.

Pour l'avenir, les industriels se montrent plus pessimistes et continuent de prévoir une baisse de leur propre production. Depuis mai, le nombre de chefs d'entreprise qui croient à un ralentissement ne cesse d'augmenter et celui des industriels s'attendant à une croissance de leur production de baisser. De sorte que le solde, naguère du côté des optimistes, a fini de façon continue (+33 en mai, +38

A l'île d'Yeu et à Bayonne

LA POLICE A FAIT ÉVACUER LES MILITANTS BASQUES QUI OCCUPAIENT DES ÉGLISES

La police a procédé à l'expulsion des militants nationalistes basques qui occupaient la cathédrale de Bayonne, d'une part, et l'église de Port-Joinville (île d'Yeu), d'autre part.

Les premiers avaient déjà été expulsés jeudi 23 décembre au début de la soirée (le Monde du 25 décembre), mais étaient revenus dans la cathédrale pour y continuer une grève de la faim. S'ils ont échoué la vérification de leur identité, ils ont été de nouveau expulsés ce samedi matin, vers 2 heures, à l'issue des offices de Noël.

Quant aux réfugiés basques espagnols assignés à résidence à l'île d'Yeu, ils occupaient l'église Notre-Dame du Port depuis jeudi soir. L'autorisation de l'abbé Gindreau, curé de la paroisse, auprès duquel ils s'étaient engagés « à respecter la silence et la prière » et à évacuer l'église dimanche 25 décembre au plus tard. L'abbé Gindreau a adressé au ministre de l'Intérieur un télégramme de protestation après l'expulsion. Il écrit notamment à M. Pompidou : « Votre décision remet en cause l'effort de conciliation et de compréhension ».

Les réfugiés assignés à résidence ont toutefois un motif de satisfaction : deux d'entre eux, Miles Maria Guriel Elzupuru et Anuncion Arri Altuna, ont été autorisés à regagner leur domicile basque français, dans les Pyrénées-Atlantiques.

SURINTENDANT DE LA SCALA DE MILAN

M. Paolo Grassi est nommé à la présidence de la RAI

De notre correspondant

Roma. — M. Grassi, surintendant de la Scala de Milan, a été nommé le 24 décembre, à la présidence de la RAI (Radio-télévision italienne). M. Grassi devrait donc quitter dans les jours qui viennent la surintendance de la Scala.

Le surintendant, depuis quatre ans, de la prestigieuse Scala de Milan, M. Paolo Grassi, est davantage connu pour ses talents d'administrateur qu'en sa qualité de militant du parti socialiste. C'est pourquoi cette nomination politique qui l'a désigné pour occuper le poste de président de la RAI, la radiotélévision italienne. Son prédécesseur, M. Bernardino Finocchiaro, également socialiste, avait été nommé dans les mêmes conditions à l'issue de subtiles tractations entre les dirigeants des principaux partis politiques. Ce qu'il y a de commun entre les deux hommes, c'est qu'ils ont tous deux été membres du mouvement des « Opérateurs » qui se battait pour la démocratisation de la Scala et la RAI, c'est qu'ils ne sont pas socialistes, et qu'ils ont tous deux été membres du mouvement des « Opérateurs » qui se battait pour la démocratisation de la Scala et la RAI, c'est qu'ils ne sont pas socialistes, et qu'ils ont tous deux été membres du mouvement des « Opérateurs » qui se battait pour la démocratisation de la Scala et la RAI.

EN BREF...

● Le Père Georges Delcours, jésuite, fondateur de l'Institut international de catéchèse et de pastorale, à Bruxelles, et de la revue *Lumen Vitae*, est mort le 19 décembre, à l'âge de soixante-huit ans.

● [Né à Tournai en 1908, entré dans la Compagnie de Jésus en 1928 et ordonné en 1937, le Père Delcours a joué un grand rôle dans le renouveau catholique. En tant que directeur de la revue internationale de formation religieuse *Lumen Vitae*, son rayonnement dépassait largement les frontières de son pays.]

● Nouveau directeur à la Fondation de France. Le conseil d'administration de la Fondation de France a désigné, sur proposition de son président, M. Roger Seydoux, M. Guy Courtois au poste de directeur, en remplacement de M. Jacques Dantot, qui avait demandé à être déchargé de ses fonctions. M. Courtois, qui était entré en 1970 à la Fondation de France comme adjoint au directeur, exerçait depuis 1973 les fonctions de secrétaire général. M. Courtois est docteur en sciences économiques et spécialiste de l'industrialisation des pays en voie de développement. Il est âgé de trente-cinq ans.

Le numéro du « Monde » daté 25 décembre 1976 a été tiré à 497 416 exemplaires.

LE DÉCLIN DE L'INDUSTRIE TEXTILE

Mille emplois et une vallée perdus dans les Vosges

De notre correspondant

Epinal. — La vallée du Rabodeau, dans l'arrondissement de Saint-Dié (Vosges), connaît une situation économique et sociale très préoccupante. En moins de vingt ans, elle a perdu la moitié de sa population. Au début de ce mois deux usines ont cessé leur activité, entraînant ainsi la mise en chômage de cent quarante personnes.

« Il n'est pas loin le jour où les deux usines qui ont fermé leurs portes, l'usine de la vallée du Rabodeau, qui a lancé cette boutade ne plaisante pas. Il pense résumer en quelques mots la situation de la vallée du Rabodeau. D'ailleurs, nul n'a envie de rire en ce samedi de décembre, dans la salle du gymnase de Senones, où se tient un meeting organisé par la C.G.T. du lendemain de la fermeture du tissage Prêcheur à Senones et des établissements Lécorché, fabricants de bâtiments industriels à Moyenvic.

« En deux ans, le canton de Senones a perdu plus de mille emplois », explique M. Parnetier, délégué syndical C.G.T. des Etablissements Lécorché. A sa droite le cercueil en bois qui ouvre désormais dans la région toutes les manifestations et défilés syndicaux pour la défense de l'emploi. En effet, ce canton de moyenne montagne, dont la vallée du Rabodeau constitue l'épine dorsale, comptait 9 610 emplois, en septembre 1973. Aujourd'hui, après la disparition du tissage Copie à La Petite-Raon, du tissage Bouscay à Moyenvic, des Châtillons de la Moivre à Senones, auxquels il convient d'ajouter dans la plupart des autres usines des départs massifs, on arrive au chiffre de 3 582, soit une perte de quelque 30 %.

En 1964 il y avait cinq mille cent postes de travail. La moitié, en vingt ans, ont donc été supprimés, pour la plupart dans le textile (Bouscay, Lœdric, Tenhorey, etc.), et rien n'est venu freiner cette hémorragie. Pas d'installation importante, créatrice d'emplois, si ce n'est la S.A. Colroy à Senones, en 1964, et encore ce fabricant de bas et collants semble aujourd'hui en difficulté. De 1 200 salariés en 1969 il est passé à 835 début 1976 et à 594 fin novembre.

Au cours des deux dernières années deux ateliers seulement se sont installés : Maille-Création, à La Petite-Raon, et Cimétram (mécanique), à Senones, créant au total cinquante emplois. La S.A. Clouac envisage d'embaucher dans les semaines à venir

une trentaine de personnes. « Surtout ne s'écrit pas, conseille le directeur du conseil de cette usine, le serais négligé sous des centaines de demandes. » De son côté, l'ancien directeur des Etablissements Prêcheur, M. Jean-Marie Jolly, vingt-six ans, s'engage à faire redémarrer, à une double condition, précise-t-il : « que l'Etat m'accorde une aide financière et que le ministre de la Défense me dispense du service militaire ».

On pêche dans le désert

Quelques industriels désireux de s'installer ont pourtant venus. Visites sans lendemain. La vallée est étroite et n'offre que très peu de zones caractéristiques industrielles. De plus elle se trouve trop à l'écart des grands axes de circulation. Il est bien difficile, dans ces conditions, de séduire les chefs d'entreprises, explique-t-on à la chambre de commerce et d'industrie de Saint-Dié.

Le conseiller général de Senones, M. André Valentin (parti socialiste) pense que « le pouvoir a décidé de laisser mourir la vallée ». « Rien n'est fait, soutient-il, pour favoriser son industrialisation. Lorsqu'un industriel se présente, le gouvernement veut transformer le problème de l'emploi en problème de la main-d'œuvre. » Cette analyse est partagée en grande partie par le P.C.F. Son représentant à Senones, M. Stéphane, estime que le choix est fait. Le gouvernement veut transformer le problème de l'emploi en problème de la main-d'œuvre. » Cette analyse est partagée en grande partie par le P.C.F. Son représentant à Senones, M. Stéphane, estime que le choix est fait.

Pour les élus de la majorité, la crise actuelle, qui se traduit dans l'arrondissement par sept demandes d'emploi pour une offre, bloque toute solution. Certains des représentants accusent l'environnement social : « Les grèves, les occupations, l'absence des acquiescements qui déçoivent les nombreuses bonnes volontés », nous confie un élu R.P.R. Il est vrai que la combativité du monde ouvrier dans ce secteur est grande. Pour cela n'est-ce pas, précise-t-il, « l'insulte » du C.F.D.T. ? Cependant, tout le monde est d'accord sur un point : il est urgent de créer des industries diversifiées dans cette région où le textile constitue encore 79 % de l'activité économique. Syndicalistes, élus de la majorité comme

de l'opposition, multiplient les démarches auprès des pouvoirs publics, saisissent le conseil général et rencontrent M. Parnetier, secrétaire d'Etat aux finances et député de l'arrondissement. Les conseillers généraux de la Vallée ont décidé de céder les deux millions de francs de leur contrat de pays à leurs collègues de Rabodeau. Les ouvriers des établissements Lécorché et Prêcheur, qui ont perdu leur emploi, ont été « déçus » par la vallée ne peut pas être enterrée. Les gens de cette région sont attachés à leur coin de montagne ; comparé à la Vallée du Rhodan, ils ont sept cent quatre-vingt-cinq emplois, le chiffre de la population a peu baissé : en 1964 il y avait dans le canton de Senones quinze mille cent dix-huit habitants. Fin 1976, douze mille sept cent quatre-vingt-cinq, ils aient ou non un diplôme en poche, hésitent longuement avant de s'installer vers les métropoles industrielles de l'est de la France vers celles de l'Allemagne ou de la Suisse. « Notre avenir, disent-ils, est ici. Qu'on nous aide à le bâtir ».

La vallée du Rabodeau, que l'on appelle depuis 1944 la vallée des armes et des veuves, tant le tribut qu'elle paya à la guerre fut important, ne veut pas devenir la vallée des chômeurs.

YVON COLIN.

كتاب المنهج